

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes*

## Infos internationales

- L'Afghanistan, toujours rongé par la corruption et la pauvreté, selon un rapport. (31.03)
- Thaïlande. Les Chemises rouges chassent l'armée de plusieurs quartiers de Bangkok. (28.03)
- Vatican. Pédophilie : Ces scandales dont Benoît XVI n'a pas pu ignorer l'existence. (27.03)
- Le Portugal prévoit une cure d'austérité et un vaste plan de privatisations. (27.03)
- GB: grève des cheminots de Network Rail du 6 au 9 avril. (26.03)
- Italie. Fiat supprimerait 5 000 emplois en Italie, le titre grimpe. (25.03)
- Tap Portugal : les pilotes en grève du 26 au 31 mars 2010. (25.03)
- Islande. Grève interdite chez Icelandair. (24.03)
- La pollution de l'eau, première cause de décès au monde, selon l'ONU. (23.03)
- Allemagne. Lufthansa : le syndicat des pilotes appelle à une grève de quatre jours mi-avril. (23.03)
- USA. Vote historique de la réforme de la couverture santé aux Etats-Unis. (23.03)
- USA. Manifestation à Washington contre la guerre en Irak. (21.03)
- Russie. Manifestations contre Vladimir Poutine, arrestations à Moscou. (21.03)
- Bulgarie. Manifestation de fonctionnaires bulgares à Sofia. (21.03)
- G-B Grève chez British Airways après l'échec des négociations. (20.03)
- L'Inde à la conquête de l'Afrique, derrière la Chine. (19.03)
- Guinée. Les avocats guinéens en grève contre la «politisation» de l'affaire des narcotrafiquants. (17.03)
- Mali. Les transporteurs routiers maliens durcissent leur grève. (17.03)
- Mauritanie. Les syndicats promettent une amplification de la grève en Mauritanie. (17.03)
- UE. Plus de 580.000 emplois détruits dans l'Union européenne au quatrième trimestre 2009. (16.03)
- Chine. Pékin des pauvres, Pékin des riches. (16.03)
- Grèce. Nouvelle journée de grève en Grèce. (17.03)
- G-B. La fonction publique britannique touchée par la rigueur salariale. (13.03)
- La Grèce paralysée par la grève générale. (12.03)
- Italie : appel à un mouvement de grève générale vendredi. (11.03)
- USA. Washington dévoile une stratégie du logiciel. (11.03)
- G-B. Une ex-chef du MI5 accuse les États-Unis d'avoir caché des actes de torture. (11.03)
- Le Japon pacifiste découvre ses accords nucléaires secrets. (11.03)
- Grèce : nouvelle grève nationale jeudi.(11.03)
- Islande. Payer pour les banquiers : c'est non... à 98% ! (07.03) + complément du 09.03.
- Les esclaves des usines du Guatemala. (09.03)
- Un juge texan estime la peine de mort non conforme à la Constitution. (07.03)
- Italie. L'opposition italienne veut mobiliser contre le décret électoral. (07.03)
- Grève en Grèce contre le plan d'austérité: hôpitaux, écoles et transports en commun paralysés. (06.03)
- Grèce. Trois heures de grève, c'est beaucoup trop, les banquiers sont rassurés. (05.03)
- Portugal. Grève des fonctionnaires portugais contre l'austérité. (05.03)
- G-B. Gordon Brown veut modifier le principe de juridiction universelle. (05.03)
- USA. La libéralisation des armes à feu bientôt étendue à tout le territoire américain. (05.03)
- Grèce. Trois heures de grève, c'est beaucoup trop, les banquiers sont rassurés. (05.03)
- Grèce. Haro sur le prolétariat grec ! (04.03)
- La Commission européenne s'apprête à autoriser la commercialisation d'OGM. (03.03)
- La police de Dubaï demande l'arrestation de Benjamin Netanyahu. (03.03)
- Dubaïgate : tous les suspects en Israël, selon la police émiratie. (02.03)

## **Dubaïgate: tous les suspects en Israël, selon la police émiratie. (02.03)**

**20minutes.fr - 01.03**

Tous les suspects dans l'enquête sur le meurtre à Dubaï du cadre du Hamas, Mahmoud al-Mabhouh, trouvé mort dans sa chambre d'hôtel le 20 janvier, ont regagné Israël, a affirmé lundi le chef de la police de Dubaï.

«Je suis sûr que tous les suspects sont en Israël», a déclaré à la presse le général Dhahi Khalfan, dont les services accusent le Mossad, le service de renseignement israélien, du meurtre. «S'ils restent en Israël, ils ne seront pas arrêtés mais s'ils quittent (ce pays) ils (le) seront éventuellement», a ajouté le général Khalfan.

Un 27e suspect

Dans une déclaration publiée lundi, le même responsable a révélé qu'un nouveau suspect, le 27ème, avait été identifié par ses services. Le général Khalfan, cité par le quotidien Al-Khaleej, n'a pas révélé l'identité du suspect, se contentant de dire qu'il était porteur d'un passeport européen.

La police de Dubaï a déjà publié une liste de 26 suspects porteurs, selon elle, de vrais-faux passeports (12 Britanniques, six Irlandais, quatre Français, trois Australiens et un Allemand), avec leurs photographies, indiquant que les passeports étaient authentiques et que les suspects en avaient fait une utilisation frauduleuse par usurpation d'identité.

---

## **La police de Dubaï demande l'arrestation de Benjamin Netanyahu. (03.03)**

**libération.fr et AFP - 02.03**

Le Premier ministre israélien est accusé d'avoir donné son accord à l'assassinat d'un cadre du Hamas à Dubaï en janvier dernier. De faux passeports européens avaient été utilisés pour l'opération.

Le «Dubaïgate» prend des proportions de plus en plus délicates pour Israël. Le chef de la police de l'émirat a annoncé mardi avoir présenté au procureur une demande en vue de l'arrestation du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, après l'assassinat en janvier d'un cadre du Hamas, Mahmoud al-Mabhouh.

Le général Dhahi Khalfan a souligné que la décision finale de demander un mandat d'arrêt international à l'encontre de Benjamin Netanyahu revenait aux autorités politiques de l'émirat. «A présent, je suis parfaitement sûr que c'est le Mossad (qui est responsable du crime, ndr)» a dit le général Khalfan. «J'ai présenté au procureur général une demande pour l'arrestation de Netanyahu et du chef du Mossad (Méir Dagan)».

Il a néanmoins dit qu'il savait parfaitement que le chef du gouvernement israélien «ne serait jamais arrêté» mais qu'il fallait «poursuivre celui qui donne l'ordre du crime, comme le meurtrier». Contrôle des passeports

Mahmoud al-Mabhouh, considéré par Israël comme un maillon essentiel de la contrebande d'armes à destination de la bande de Gaza contrôlée par le mouvement islamiste palestinien Hamas, a été retrouvé mort dans sa chambre d'hôtel à Dubaï le 20 janvier.

Les responsables israéliens affirment que rien ne prouve l'implication du Mossad, le service secret, même si les médias de l'État hébreu laissent clairement entendre qu'il est bien responsable de ce crime.

La police de Dubaï a publié une liste de 26 suspects porteurs, selon elle, de vrais-faux passeports (12 Britanniques, six Irlandais, quatre Français, trois Australiens et un Allemand) avec leurs photographies, indiquant que les passeports étaient authentiques et que les suspects en avaient fait une utilisation frauduleuse par usurpation d'identité.

Le général Khalfan, qui avait état d'un 27e suspect européen non identifié, a ajouté mardi que les passeports occidentaux seraient désormais strictement contrôlés. Vigilance accrue des services d'immigration

«Nous respectons toutes les personnes et toutes les religions, qu'il s'agisse des musulmans, des juifs, des chrétiens ou autres», a-t-il déclaré, interrogé sur des propos qui lui ont été attribués, selon lesquels les services d'immigration interdiraient «à tous les juifs» l'entrée à Dubaï.

Selon lui, les services d'immigration vont se montrer particulièrement vigilants «après l'utilisation éhontée par Israël de passeports de pays occidentaux», même s'il n'existait pas de moyen de savoir si les Occidentaux entrant dans l'émirat avaient ou non une double nationalité israélienne.

«Les officiers des services de l'immigration vont désormais regarder à deux reprises s'ils ont le moindre doute concernant le document ou les photos, et les scanners», a-t-il poursuivi. Les Émirats n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec Israël (lire l'interview de Pierre Razoux) et interdisent aux porteurs de passeports israéliens l'entrée dans le pays.

Le général Khalfan a ajouté que deux des membres du commando avaient «gagné les Etats-Unis après le crime, après être passés par un pays européen», alors qu'il avait dit la veille que «tous les suspects» se trouvaient en Israël. Selon la presse, il s'agit de Roy Allan Cannon, détenteur d'un passeport britannique, et d'Evan Dennings, détenteur d'un passeport irlandais.

Commentaire.

L'Etat sioniste serait un Etat voyou, non ? Le Mossad une organisation criminelle qui frappe où elle veut et quand elle veut sur tous les continents avec la complicité des services secrets des pays concernés la plupart du temps, non, qui l'aurait cru ?

---

## **La Commission européenne s'apprête à autoriser la commercialisation d'OGM. (03.03)**

**AP - 02.03**

La Commission européenne s'apprête à autoriser le commerce de plusieurs organismes génétiquement modifiés (OGM). Les ultimes consultations se sont achevées, mardi 2 mars, et l'annonce de la décision est imminente. Les autorisations concernent la culture de la pomme de terre Amflora, mise au point par la firme BASF, ainsi que plusieurs variétés du maïs MON 863.

La mise sur le marché européen des produits transgéniques est bloquée depuis plusieurs années par les avis divergents des Etats européens sur l'opportunité de recourir à cette technologie.

Les Etats membres s'étaient mobilisés, courant 2009, pour contrer sa proposition de lever la clause de sauvegarde mise en place en Autriche et en Hongrie contre la culture du MON 810. Six pays, dont la France et l'Allemagne, ont interdit la culture de cette variété produite par la firme Monsanto, et onze Etats ont demandé à pouvoir interdire les cultures transgéniques sur leur territoire. Habilitée à trancher en dernier ressort, la Commission Barroso II justifie son choix en s'appuyant sur les avis de l'Agence européenne de sécurité des aliments (AESAs), selon laquelle les variétés concernées ne posent aucun problème pour la santé. Par cette décision, le président de la Commission, José Manuel Barroso, cherche à avancer sur un dossier qui lui a valu des déboires sérieux lors de son premier mandat.

M. Barroso entend profiter du début de son second mandat pour passer outre la paralysie des procédures. "Il devrait être possible de combiner un système d'autorisation communautaire (...) avec la liberté pour les Etats membres de décider s'ils veulent ou non cultiver des OGM", écrivait-il au moment de sa reconduction. Il cherche à mettre en œuvre cette politique, par l'intermédiaire du nouveau commissaire à la santé et à la protection des consommateurs, John Dalli. La gestion du dossier a été retirée à la direction générale de l'environnement, pour être confiée à celle de la santé, après le départ de Stavros Dimas, l'ancien commissaire à l'environnement, opposé à la culture des OGM.

La décision de la Commission est fragilisée par le fait que l'indépendance de l'AESA est mise en cause : comme l'a révélé en janvier l'association Corporate Europe Observatory, la directrice du groupe OGM de l'agence, Suzy Reckens, a quitté celle-ci début 2008 pour rejoindre la firme Syngenta, qui produit des OGM. Mme Reckens avait eu à valider des produits que la Commission veut autoriser.

"Le gouvernement français décide de saisir le Haut Conseil des biotechnologies (HCB), notamment sur la présence, dans cette pomme de terre, d'un gène marqueur de résistance à un antibiotique", ont confirmé les ministres de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo et de l'Agriculture, Bruno Le Maire, dans un communiqué commun. "La France attendra donc l'avis du HCB pour arrêter sa position".

"D'une façon plus générale, la France souhaite qu'il n'y ait plus d'autorisation d'OGM sans le renforcement de l'expertise scientifique communautaire, en application des conclusions adoptées à l'unanimité par les Etats membres, lors du Conseil européen des ministres de l'Environnement du 4 décembre 2008", ajoutent les ministres. Ils rappellent que la décision de la commission suit "la procédure normale prévue par la réglementation, à la suite de l'absence d'accord politique entre les Etats membres sur ce dossier, lors de la session du 16 juillet 2007 du Conseil agriculture".

Commentaire.

Retirer le dossier sur les OGM de la direction générale de l'environnement qui était directement concernée par cette question pour le transmettre au nouveau commissaire à la santé et à la protection des consommateurs qui se fiche de la question des OGM, il fallait y penser.

En précisant que "les Etats membres (conserveraient la liberté) de décider s'ils veulent ou non cultiver des OGM", cela revient à laisser le choix à chaque Etat d'appliquer ou non cette directive, je ne m'avancerai pas à dire que par conséquent elle ne servira à rien, car l'Etat peut décider finalement de laisser le choix aux agriculteurs de recourir ou non aux OGM. Barroso devait sans doute manifester une nouvelle fois sa bonne volonté envers Monsanto. (je rectifie il s'agit de Basf et non Monsanto - le 07.03)

## **Haro sur le prolétariat grec ! (04.03)**

### **AFP et Le Monde - 03.03**

Nouveau tour de vis budgétaire en Grèce, sous la pression de l'Union européenne. Le Premier ministre Georges Papandréou a annoncé mercredi des mesures d'austérité supplémentaires pour 4,8 milliards d'euros.

Parmi ces mesures réactionnaires dont la principale victime sera le prolétariat qui constitue la majorité de la population :

- 1- Relèvement de la TVA de 19% à 21%. L'impôt le plus injuste qui soit.
- 2- Augmentation des taxes sur les alcools (+20%), cigarettes (+65%), accessoirement les voitures de luxe, les yachts, les pierres précieuses et la maroquinerie.
- 3- Réduction des primes des salariés du secteur public de 30%.
- 4- Gel des retraites.

Une question de survie pour l'Etat capitaliste au bord de la banqueroute et le capitalisme en général.

Les mesures annoncées mercredi sont "nécessaires pour la survie de notre pays et de notre économie", a répété M. Papandréou, elles n'ont "pas été prises par choix mais par nécessité".

Ce n'est pas aux banquiers de payer, mais au peuple ont-ils décrété.

Pas sur la situation actuelle de la Grèce concernant la responsabilité des banques allemandes, française et américaines (Goldman Sachs) principalement, qui sont chargés en titres grecs, qui d'une part ont spéculé les dernières années sur la dette grecque en s'en mettant plein les poches, d'autre part, qui ont reçu des milliards de dollars ou d'euros de leur gouvernement et des banques centrales pour continuer leurs opérations financières occultes dignes d'escrocs.

Et avec quel cynisme ils sont soutenus par les institutions internationales du capital.

- 1- Le FMI a approuvé le plan, qui doit être soumis au Parlement grec vendredi.
- 2- La Banque centrale européenne a également trouvé le nouveau plan grec "convaincant".
- 3- Quant à l'agence de notation Moody's, elle y voit une "manifestation claire" de la volonté d'Athènes de reprendre le contrôle de ses finances publiques.

Tout, tout, tout pour le marché !

Les dirigeants des pays de l'Eurogroupe ont unanimement salué ces mesures d'austérité.

- 1- Angela Merkel devant la presse à Berlin : "Nous saluons les mesures prises par le gouvernement grec aujourd'hui. C'est une étape cruciale pour atteindre un objectif de 4 % d'économies".

"C'est un signal très important envoyé aux marchés pour qu'ils regagnent confiance dans la Grèce mais aussi dans l'euro", a-t-elle ajouté. Cela prouve que "la Grèce fait vraiment des efforts" pour assainir ses finances publiques en déroute, a renchéri un porte-parole du ministère des finances allemand.

- 2- Christine Lagarde, a tenu à saluer l'initiative du gouvernement grec. "Je rends hommage à la lucidité et au réalisme du gouvernement grec et au caractère tangible du dispositif mis en place. [...] Si ça n'avait été que des mesures marginales ou structurelles probables, on aurait pu être sceptique, mais là c'est du dur, c'est du tangible".

Une réaction syndicale en attendant la suite.

"Ces mesures sont terribles. Je crois que le gouvernement ne se rend pas compte à quel point les gens sont mal payés dans ce pays", a

déclaré Despina Spanou, du syndicat de fonctionnaires ADEDY, qui appelle à une grève de 24h pour le 16 mars.

Commentaire.

Toutes ces mesures sont tournées contre la classe ouvrière, pas une seule mesure n'a été prise contre les banquiers et les capitalistes responsables de la crise profonde dans laquelle est plongée la Grèce. C'est donc un parti pris de la part du gouvernement grec, qui a pour origine et pour seule fonction de sauver le capitalisme et l'Etat du même nom. Voilà ce qui attend dans les mois à venir l'ensemble du prolétariat des pays de l'Union européenne.

Dès lors une série de questions doivent être posées directement :

- 1- Faut-il sauver le capitalisme ou le liquider ? Au nom du profit d'une poignée d'exploiteurs ?
- 2- Le prolétariat grec doit-il accepter de nouveaux sacrifices imposés par l'aristocratie financière ? Qu'est-ce qui peut les justifier du point de vue des intérêts du prolétariat ? Rien, absolument rien : combat classe contre classe !
- 3- Faut-il accepter que ceux qui sont responsables de cette situation continuent de diriger le pays pour le compte des capitalistes et des marchés financiers ou au contraire les travailleurs doivent-ils chasser Papandréou et liquider les institutions, prendre le pouvoir et constituer leur propre Etat ouvrier, exproprier les banquiers et les capitalistes pour résoudre cette crise ?
- 4- Les capitalistes et leurs représentants ont démontré qu'ils n'étaient capables que mener le pays à la ruine, alors ne doivent-ils pas céder la place au prolétariat ?
- 5- Existerait-il une autre alternative que le socialisme pour sortir de cette situation ? S'il en existait une autre cela se saurait depuis longtemps.

L'heure de l'affrontement direct entre les classes pour leur survie a sonné, d'en finir avec l'Etat capitaliste, ses institutions... Le prolétariat doit se rassembler et s'organiser pour se doter d'organismes politiques indépendants dans la perspective de constituer une République sociale grecque, membre de la future fédération des Etats-Unis socialistes d'Europe.

C'est dans cette perspective politique qu'il doit construire impérativement le parti socialiste révolutionnaire qui le portera au pouvoir.

A bas le capitalisme, à bas les institutions au service des capitalistes, à bas l'Union européenne des marchés financiers et des multinationales, vive le prolétariat grec, la révolution prolétarienne et le socialisme !

---

## **Grèce. Trois heures de grève, c'est beaucoup trop, les banquiers sont rassurés. (05.03)**

**20minutes.fr - 04.03**

1- Trois cents manifestants communistes du Front de lutte syndical (Pame) occupaient jeudi le ministère des Finances à Athènes pour protester contre les mesures d'austérité annoncées mercredi par le gouvernement pour faire face à la crise, a-t-on appris auprès de la police.

Les syndicalistes communistes ont réussi à entrer dans le ministère tôt jeudi matin, alors qu'un gardien seulement se trouvait dans le bâtiment, puis sont montés sur la terrasse où ils ont déployé une banderole, portant les mots "Soulevez-vous pour que les mesures ne s'appliquent pas".

Certains d'entre eux se trouvaient devant la porte du ministère et empêchaient les employés d'entrer dans le bâtiment.

Le Pame est l'émanation du parti communiste (KKE) ainsi que le petit parti de la gauche radicale (Syriza). (libération.fr et AFP 04.03)

Commentaire.

Au regard du développement de la situation en Grèce, je me garderai bien de condamner ce genre d'actions.

2- Les principaux syndicats des secteurs public et privé grecs appellent à un débrayage de trois heures vendredi pour protester contre les mesures d'austérité budgétaires visant à résorber le déficit public.

Les deux principaux syndicats du pays, qui représentent environ la moitié des cinq millions des travailleurs grecs, estiment que la nouvelle baisse des salaires dans la fonction publique et les hausses d'impôts annoncées mercredi, entre autres mesures prises par le gouvernement, vont seulement affecter les plus pauvres.

"Les mesures sont cruelles, injustes et partiales. Le fardeau n'est pas partagé de façon équitable", a déclaré jeudi Stathis Anestis, porte-parole du syndicat du secteur privé GSEE.

Le GSEE et son pendant public, l'ADEDY, appellent les travailleurs à débrayer durant trois heures à partir de 10h00 vendredi et à manifester devant le parlement. L'ADEDY a déjà lancé un appel à la grève pour la journée du 16 mars. (Reuters 04.03)

Commentaire.

Trois heures de grève, c'est beaucoup trop pour faire reculer le gouvernement !

Gageons maintenant que si les travailleurs et jeunes se saisissent de cet appel et descendent massivement dans la rue, ils ne se contenteront pas d'une balade dans les rues d'Athènes et d'un rassemblement devant le Parlement. Ils pourraient bien prendre d'assaut le Parlement et ouvrir une crise révolutionnaire en Grèce. En l'absence d'un parti révolutionnaire pour guider les masses, il ne faudra pas se faire d'illusions sur l'issue de la première étape de ce combat s'il devait s'engager immédiatement, par contre, sachant que la crise est loin d'être terminée, il pourra se construire dans cette situation. ( A suivre)

3- Au lendemain de la présentation de nouvelles mesures d'austérité, la Grèce a lancé avec succès une nouvelle émission obligataire à 10 ans d'un montant de 5 milliards d'euros, d'après des sources ministérielles et de marché. La demande a atteint près de 15 milliards d'euros, et n'a donc pas pu être totalement satisfaite.

La rémunération de ces obligations a été fixé à 6,40%, selon une source de marché.

Cinq banques ont été mandatées pour cette émission : Barclays, HSBC, Nomura, Banque nationale de Grèce (BNG) et Banque du Pirée, selon l'Agence grecque de la dette .

«La demande est très forte et cette opération sera très largement sursouscrite», annonçait dès le milieu de matinée Ciaran O'Hagan, stratégeste chez Société Générale. «Une heure après le lancement de l'opération, le carnet de souscription (book) atteignait déjà 11 milliards d'euros et l'obligation se traitait 35 centimes au-dessus du prix final.»

Selon le stratégeste parisien : «La Grèce est très bon marché par rapport à sa note.» Athènes a levé plus de 13 milliards d'euros sur les marchés depuis le début de l'année, rappelle Wansquare . Ses besoins s'élèvent à 20 milliards d'euros d'ici mai pour rembourser ses échéances. (lefigaro.fr 04.03)

Commentaire.

Une bonne affaire pour les prédateurs de la finance, jugez plutôt, les taux d'intérêt à long terme des obligations d'Etat sont en 2010 de 1,78% au Japon, 2,6% en Suisse, 3,7% en Allemagne, 4% aux Etats-Unis, en France, en Grande-Bretagne, 4,2% au Portugal et en Espagne, 4,3% en Italie, et ils viennent de passer de 5,5 à 6,5 pour la Grèce. (Slate.fr 12.02)

La meilleure, on apprend que le gouvernement français vient d'émettre sans difficulté 8,1 milliards d'euros d'obligations assimilables du Trésor (OAT) de maturité 10, 15 et 30 ans qui ont été, selon un expert, adjudgées à "des niveaux de marché historiquement bas pour la France", à 3,45%. (Reuters 04.03)

---

## **USA. La libéralisation des armes à feu bientôt étendue à tout le territoire américain. (05.03)**

**20minutes.fr - 04.03**

200 millions d'armes circulent déjà aux Etats-Unis...

«Arrête ou je tire!» Tous les Américains pourraient bientôt posséder une arme à feu en toute légalité.

La Cour suprême des Etats-Unis étudie actuellement la possibilité de libéraliser les armes à feu sur l'ensemble du territoire. Les autorités locales ne pourraient plus décider leur interdiction. Mardi 2 mars, la majorité des juges, qui doivent rendre leur décision en juin, semblait favorable à cette réforme.

Auto-défense

Les 9 sages doivent se prononcer sur le deuxième amendement de la Constitution américaine, rédigé initialement pour le seul Etat fédéral, et

déterminer s'il peut-il s'imposer à chaque Etat. Une «milice bien organisée étant nécessaire à la sécurité d'un Etat libre, le droit qu'a le peuple de détenir et de porter des armes ne sera pas transgressé», énonce l'amendement.

En juin 2008, la Cour l'avait interprété comme le droit pour chaque citoyen de posséder une arme chez lui pour son auto-défense. Cette décision, qui ne s'appliquait qu'à la ville de Washington à l'époque et non à l'Etat fédéral, n'est pas passée inaperçue.

Dealers et bandes

Deux ans plus tard, un habitant de Chicago, où les armes sont complètement interdites, a saisi la Cour pour qu'elle étende cette interprétation à l'ensemble des Etats. Sa motivation: pouvoir se défendre contre «les dealers et les bandes».

Mardi, les cinq juges les plus conservateurs ont laissé peu de doute lors de l'audience sur leur intention de donner raison au demandeur. Cependant, ils devraient préserver la possibilité d'une certaine réglementation.

700 vies sur la sellette

Une question cruciale reste en suspens. Les juges vont-ils se prononcer sur la seule possession d'une arme à feu ou sur son port? Ils ne l'ont pas précisé.

La décision de la Cour est très attendue. Une réponse favorable au lobby des armes serait lourde de conséquences. Plus de 200 millions d'armes circulent aux Etats-Unis, régies au niveau local. Par ailleurs, Chicago estime à 700 le nombre de vies sauvées par an grâce à l'interdiction des armes.

---

## **G-B. Gordon Brown veut modifier le principe de juridiction universelle. (05.03)**

**AP - 04.03**

Le Premier ministre britannique Gordon Brown a fait part jeudi de son intention d'empêcher l'émission de mandats d'arrêt privés contre les dignitaires étrangers en visite en Grande-Bretagne, prévue dans le principe de juridiction universelle.

Le locataire du 10 Downing Street a estimé que ce principe, qui permet aux juges de lancer des mandats d'arrêt contre les personnes accusées de crimes de guerre à l'étranger, faisait l'objet d'abus.

En décembre, l'ancienne ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni a annulé une visite en Grande-Bretagne alors que des activistes palestiniens voulaient tenter de la faire arrêter. Avant elle, un général israélien à la retraite, Doron Almog, avait quitté précipitamment le pays après avoir atterri à Londres en 2005.

Dans une tribune publiée jeudi dans le "Daily Telegraph", Gordon Brown accuse certains groupes de détourner la loi, estimant que "la Grande-Bretagne ne peut permettre que sa réputation mondiale soit ternie parce qu'elle tolère de tels actes".

L'Etat hébreu a demandé une modification du texte, que les responsables israéliens jugent absurde.

Londres a déjà utilisé la juridiction universelle pour arrêter et poursuivre le seigneur de guerre afghan Faryadi Sarwar Zardad, condamné à 20 ans de prison pour torture et prise d'otage.

Le chef du gouvernement ne mentionne pas Israël dans sa tribune, mais regrette que "certaines personnes ne soient pas prêtes à voyager dans ce pays par crainte que de tel mandat d'arrêt privé, basé sur de simples motifs politiques, ne soit lancé contre elles".

Gordon Brown va proposer que les groupes privés ne soient plus autorisés à demander des mandats d'arrêt pour les crimes de guerre. Si le texte est approuvé, seuls les services judiciaires de la Couronne seront désormais habilités à prendre de telles mesures.

---

## **Portugal. Grève des fonctionnaires portugais contre l'austérité. (05.03)**

**AP - 04.03**

Les fonctionnaires portugais ont observé une grève ce jeudi pour protester contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement socialiste du Premier ministre José Socrates pour réduire le déficit budgétaire.

Le mouvement, qui a rassemblé 80% des fonctionnaires selon les syndicats et 14% selon le gouvernement, a provoqué la fermeture d'écoles, hôpitaux et tribunaux à travers le pays.

Les syndicats protestent contre le gel des salaires annoncé par le gouvernement pour 2010 sur fond de profonde récession économique dans un pays qui affiche un taux de chômage de 10%, son plus haut niveau depuis 25 ans.

"Les fonctionnaires ne céderont pas, ils résisteront, pour faire changer la position du gouvernement", a déclaré à Reuters Ana Avoila, coordinatrice du Front commun des syndicats, devant un centre de sécurité sociale fermé, dans le centre de Lisbonne.

Des services de santé, des mairies et des écoles sont fermés, a-t-elle précisé. Contrairement aux douaniers, les employés des transports publics n'étaient pas en grève jeudi.

Une porte-parole d'un des plus grands hôpitaux de Lisbonne a indiqué que la totalité des consultations, dont le nombre s'élève en temps normal à 500 par jour, avaient été annulées.

Le gouvernement, qui tente de diminuer le déficit budgétaire du pays sous la pression des marchés financiers, a minimisé l'impact de la grève, faisant état de 14% de grévistes.

"Les chiffres montrent que la majorité des fonctionnaires ont accepté le message de réalisme et de responsabilité", a déclaré Goncalo Castilho, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique.

Les marchés financiers locaux n'ont guère réagi.

La grève des fonctionnaires portugais survient après des manifestations en Espagne et en Grèce.

Les syndicats portugais font part d'une dégradation des conditions de vie avec la réduction des retraites du secteur public et d'autres allocations décidée par le gouvernement.

Le gouvernement de Jose Socrates, qui était en visite jeudi au Mozambique, prépare un plan visant à ramener le déficit budgétaire du pays, qui s'élevait à 9,3% du PIB l'an dernier, sous la barre des 3% du produit intérieur brut d'ici 2013.

Les syndicats ont menacé de lancer de nouveaux préavis de grève si le gouvernement maintenait le gel des salaires au-delà de cette année, et pourraient essayer de convaincre les salariés du secteur privé de venir gonfler les rangs des manifestants.

"Il ne s'agit pas seulement des travailleurs du secteur public, il s'agit des droits de l'ensemble des travailleurs", a déclaré Manuel Carvalho da Silva, secrétaire général de la Confédération générale des travailleurs portugais qui revendique 725.000 adhérents.

Selon un sondage publié cette semaine, la côte de confiance de José Socrates a chuté à 29% en février, contre 40% en janvier. Socrates a été accusé par l'opposition d'ingérence dans les médias.

Lors de la dernière grève de grande ampleur au Portugal, en novembre 2007, des fonctionnaires avaient protesté contre une augmentation moins forte que prévue de leurs salaires de 2,1% en 2008.

---

## **Grèce. Trois heures de grève, c'est beaucoup trop, les banquiers sont rassurés. (05.03)**

### **lefigaro.fr et Reuters - 04.03**

1- Trois cents manifestants communistes du Front de lutte syndical (Pame) occupaient jeudi le ministère des Finances à Athènes pour protester contre les mesures d'austérité annoncées mercredi par le gouvernement pour faire face à la crise, a-t-on appris auprès de la police.

Les syndicalistes communistes ont réussi à entrer dans le ministère tôt jeudi matin, alors qu'un gardien seulement se trouvait dans le bâtiment, puis sont montés sur la terrasse où ils ont déployé une banderole, portant les mots "Soulevez-vous pour que les mesures ne s'appliquent pas".

Certains d'entre eux se trouvaient devant la porte du ministère et empêchaient les employés d'entrer dans le bâtiment.

Le Pame est l'émanation du parti communiste (KKE) ainsi que le petit parti de la gauche radicale (Syriza). (libération.fr et AFP 04.03)



Commentaire.

Au regard du développement de la situation en Grèce, je me garderai bien de condamner ce genre d'actions.

2- Les principaux syndicats des secteurs public et privé grecs appellent à un débrayage de trois heures vendredi pour protester contre les mesures d'austérité budgétaires visant à résorber le déficit public.

Les deux principaux syndicats du pays, qui représentent environ la moitié des cinq millions des travailleurs grecs, estiment que la nouvelle baisse des salaires dans la fonction publique et les hausses d'impôts annoncées mercredi, entre autres mesures prises par le gouvernement, vont seulement affecter les plus pauvres.

"Les mesures sont cruelles, injustes et partiales. Le fardeau n'est pas partagé de façon équitable", a déclaré jeudi Stathis Anestis, porte-parole du syndicat du secteur privé GSEE.

Le GSEE et son pendant public, l'ADEDY, appellent les travailleurs à débrayer durant trois heures à partir de 10h00 vendredi et à manifester devant le parlement. L'ADEDY a déjà lancé un appel à la grève pour la journée du 16 mars. (Reuters 04.03)

Commentaire.

Trois heures de grève, c'est beaucoup trop pour faire reculer le gouvernement !

Gageons maintenant que si les travailleurs et jeunes se saisissent de cet appel et descendent massivement dans la rue, ils ne se contenteront pas d'une balade dans les rues d'Athènes et d'un rassemblement devant le Parlement. Ils pourraient bien prendre d'assaut le Parlement et ouvrir une crise révolutionnaire en Grèce. En l'absence d'un parti révolutionnaire pour guider les masses, il ne faudra pas se faire d'illusions sur l'issue de la première étape de ce combat s'il devait s'engager immédiatement, par contre, sachant que la crise est loin d'être terminée, il pourra se construire dans cette situation. ( A suivre)

3- Au lendemain de la présentation de nouvelles mesures d'austérité, la Grèce a lancé avec succès une nouvelle émission obligataire à 10 ans d'un montant de 5 milliards d'euros, d'après des sources ministérielles et de marché. La demande a atteint près de 15 milliards d'euros, et n'a donc pas pu être totalement satisfaite.

La rémunération de ces obligations a été fixé à 6,40%, selon une source de marché.

Cinq banques ont été mandatées pour cette émission : Barclays, HSBC, Nomura, Banque nationale de Grèce (BNG) et Banque du Pirée, selon l'Agence grecque de la dette .

«La demande est très forte et cette opération sera très largement sursouscrite», annonçait dès le milieu de matinée Ciaran O'Hagan, stratégeste chez Société Générale. «Une heure après le lancement de l'opération, le carnet de souscription (book) atteignait déjà 11 milliards d'euros et l'obligation se traitait 35 centimes au-dessus du prix final.»

Selon le stratégeste parisien : «La Grèce est très bon marché par rapport à sa note.» Athènes a levé plus de 13 milliards d'euros sur les marchés depuis le début de l'année, rappelle Wansquare . Ses besoins s'élèvent à 20 milliards d'euros d'ici mai pour rembourser ses échéances. (lefigaro.fr 04.03)

Commentaire.

Une bonne affaire pour les prédateurs de la finance, jugez plutôt, les taux d'intérêt à long terme des obligations d'Etat sont en 2010 de 1,78% au Japon, 2,6% en Suisse, 3,7% en Allemagne, 4% aux Etats-Unis, en France, en Grande-Bretagne, 4,2% au Portugal et en Espagne, 4,3% en Italie, et ils viennent de passer de 5,5 à 6,5 pour la Grèce. (Slate.fr 12.02)

La meilleure, on apprend que le gouvernement français vient d'émettre sans difficulté 8,1 milliards d'euros d'obligations assimilables du Trésor (OAT) de maturité 10, 15 et 30 ans qui ont été, selon un expert, adjudgées à "des niveaux de marché historiquement bas pour la France", à 3,45%. (Reuters 04.03)

---

## **Grève en Grèce contre le plan d'austérité: hôpitaux, écoles et transports en commun paralysés. (06.03)**

**AP, Reuters et 20minutes.fr - 05.03**

Les hôpitaux, les écoles, les transports en commun et les aéroports étaient en partie paralysés vendredi en Grèce, à l'appel des syndicats,

pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité du gouvernement, annoncées mercredi à hauteur de 4,8 milliards d'euros et qui doivent être soumises au vote du Parlement vendredi.

Quelque 3.000 personnes, membres ou affiliés du Parti communiste, se sont rassemblées devant le Parlement à Athènes pour dire non, notamment, au relèvement de certaines taxes et à une réduction des primes dans le secteur public.

La manifestation a rassemblé 12.000 personnes, qui ont pour la plupart défilé dans le calme, souligne la police, ajoutant que le chef de file du principal syndicat du secteur privé, légèrement blessé, avait été hospitalisé.

Le chef de la Confédération générale des travailleurs grecs GSEE, Yannis Panagopoulos, a été légèrement blessé à coup de poings vendredi, lors d'un discours devant le Parlement grec, à Athènes, par un groupe de jeunes manifestants mobilisés contre les mesures d'austérité du gouvernement.

Une tasse de café et de l'eau lui ont été jetées dessus avant que l'un des jeunes ne se jette sur lui pour le frapper à coup de poings, selon des images de la télévision Mega. Le président de la GSEE a ainsi été contraint d'interrompre son discours prononcé lors d'un rassemblement organisé par les deux principales centrales syndicales du pays, la GSEE et la Fédération des fonctionnaires grecs (Adedy).

Le groupe de jeunes s'en est ensuite pris aux gardes en costume traditionnel en fonction devant le parlement, les Evzones, et à des policiers anti-émeutes qui ont lancé des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants.

Un nouvel appel à une grève de 24h a été lancé vendredi pour le 11 mars par les deux principaux syndicats des secteurs public (ADEDY) et privé (GSEE), qui représentent environ 2,5 millions de salariés, soit la moitié de la population active.

---

## **L'opposition italienne veut mobiliser contre le décret électoral. (07.03)**

### **Reuters - 06.03**

L'opposition italienne promet de mobiliser la rue pour dénoncer un décret gouvernemental qui doit permettre aux candidats du parti de Silvio Berlusconi de se présenter à la fin du mois aux élections dans la province de Rome et en Lombardie.

Le décret adopté vendredi soir lors d'un conseil des ministres extraordinaire et signé par le président Giorgio Napolitano vise non à modifier le code électoral mais à faire que celui-ci soit correctement interprété par les magistrats avant les élections régionales des 28 et 29 mars, a expliqué le ministre de l'Intérieur Roberto Maroni.

Des membres du Peuple de la Liberté (PDL), la formation du président du Conseil, dont les candidatures ont été rejetées en raison de retards ou d'irrégularités lors de leur dépôt, ont fait appel devant des tribunaux de Lombardie et du Latium.

Quelques heures après l'adoption du décret, un tribunal de Milan décidait samedi que le gouverneur de Lombardie, Roberto Formigoni, un allié de Berlusconi, pouvait finalement figurer sur les listes. Dans la province de Rome, la justice examinera lundi la demande du PDL.

"Quand on est face à un coup d'Etat, il faut réagir de la seule manière possible - l'insurrection démocratique et populaire", a lancé samedi, lors d'une manifestation à Bologne, l'ancien juge anticorruption Antonio di Pietro, devenu l'un des plus farouches opposants à Silvio Berlusconi.

Le Parti démocrate, principale formation de l'opposition, a organisé samedi des rassemblements de protestation à Rome et à Milan et prévoit une grande manifestation samedi prochain dans la capitale.

### **LA SIGNATURE DU PRÉSIDENT NAPOLITANO CRITIQUÉE**

Une association de la société civile, "Popolo Viola", avait organisé vendredi soir une manifestation silencieuse devant les bureaux du président Napolitano, issu des rangs de la gauche, pour qu'il ne signe pas le décret, sans succès.

Samedi, des dizaines de membres de cette association se sont réunis devant le palais de Montecitorio, la chambre des députés, en brandissant des banderoles "Président, nous ne comprenons pas" et ont demandé aux citoyens d'écrire au chef de l'Etat pour lui demander des explications.

Napolitano a défendu sa décision de signer le décret par la nécessité de permettre à toutes les formations politiques de participer aux élections.

"Il n'était pas possible que dans la plus grande région d'Italie le gouverneur et le parti au pouvoir soient exclus du scrutin en raison d'erreurs commises lors du dépôt des listes", a-t-il expliqué sur le site internet de la présidence, après avoir reçu de nombreuses demandes d'éclaircissement.

Pour l'ancien magistrat Di Pietro, chef du mouvement "Italie des Valeurs", l'attitude du président est contraire à son rôle constitutionnel et pourrait justifier une procédure d'"impeachment", comme cela s'est vu aux Etats-Unis du temps de Richard Nixon. Les autres dirigeants d'opposition se sont montrés plus modérés.

"Ne mêlons pas le président à tout cela", a dit Pier Luigi Bersani, l'un des dirigeants du Parti démocrate. "Ce n'est pas son rôle de porter un jugement sur un décret. C'est le gouvernement qui est responsable", a-t-il ajouté.

Les élections régionales dans treize des vingt régions italiennes sont considérées comme un test du poids de la coalition de centre droit de Berlusconi, éclaboussée ces derniers mois par une série de scandales.

Malgré ces problèmes, la coalition gouvernementale devrait obtenir de bons résultats. Selon les sondages, plus de 70% des électeurs disent être en désaccord avec l'opposition, divisée et elle aussi marquée par des scandales.

---

## **Un juge texan estime la peine de mort non conforme à la Constitution. (07.03)**

### **AP - 05.03**

Un juge texan a pris position dans l'Etat américain qui envoie le plus de condamnés à trépas chaque année, le Texas, contre la peine de mort.

Déclarant qu'il ne pouvait pas prendre la responsabilité de l'exécution d'innocents, le juge Kevin Fine a estimé jeudi dans une motion préparatoire à un procès que la peine capitale était anticonstitutionnelle. Les critiques ont fusé le lendemain, y compris venant du gouverneur du Texas, Rick Perry.

Le juge, un démocrate tatoué, ancien alcoolique et cocaïnomane, a fait face à ses détracteurs en audience, affirmant qu'il n'ignorait pas les précédents ou la législation de l'Etat, qui autorise la peine. Toutefois, il n'avait pas d'argument à opposer aux avocats d'un homme accusé de meurtre lors d'un cambriolage, quand ceux-ci ont soulevé ce point: l'exécution priverait leur client du bénéfice de l'application de la loi. Argument appuyé par le fait que des centaines de présumés coupables ont été envoyés à la chambre d'exécution avant d'être innocentés.

"Voulez vous que votre frère, votre père, votre mère soit l'agneau sacrifié, la personne exécutée afin que nous disposions de ce châtiment capitale, pour ceux qui le méritent ?" a demandé le juge à la salle. Il a rappelé que la Cour suprême suggère aux tribunaux de prendre en compte les critères évolutifs de ce qui est juste, en ordonnant des remises en liberté.

Un des avocats de l'accusé John Green a cru pouvoir distinguer dans ce geste courageux "le début de la fin de la peine de mort au Texas".

---

## **Les esclaves des usines du Guatemala. (09.03)**

### **l'Express.fr - 08.03**

Une enquête menée auprès de 589 femmes au Guatemala, par l'ONG Médecins du monde, révèle la maltraitance au travail dont elles sont victimes.

Dans les usines textiles de sous-traitance travaillant pour l'exportation, les maquilas du Guatemala, les ouvrières ont un statut peu enviable.

Avant d'obtenir un poste, les "ressources humaines" s'assurent qu'elles ne sont pas enceintes, analyses d'urine et palpations du ventre à l'appui. Les femmes célibataires sont préférées aux mariées, susceptibles de tomber enceintes.

Une fois embauchées à un des salaires les plus bas du pays, soit 4,4 euros par jour, contre 4,8 de salaire minimum légal, elles subissent des pressions quotidiennes. "Entraves aux visites médicales, non déclaration à la sécurité sociale, absence quasi-totale de services de santé adaptés au sein des usines", constate l'enquête de Médecins du monde menée auprès des femmes venues consulter à l'officine installée par l'ONG.

Qui sont ces travailleuses précaires?

34% des ouvrières sont mineures, 56% ont entre 18 et 40 ans. Plus d'un tiers a commencé à travailler à l'âge de 13 ans. Elles sont issues pour moitié de la population indigène, ont un faible niveau de scolarisation et ont souvent à leur charge un ou plusieurs enfants, ce qui renforce leur dépendance au travail.

Quelles sont les conditions de travail?

Les travailleuses n'ont pas accès à la copie de leur contrat de travail. 18% n'ont qu'un contrat verbal. Selon le code du travail du Guatemala, une journée ne peut excéder 8 heures de labeur, soit 48 heures par semaine. Or, dans les maquilas, les femmes travaillent en moyenne 11 heures par jour.

"Debout toute la journée, même enceintes, dans l'agro-industrie; assises sur des chaises non adaptés dans les usines de textile", avec l'interdiction de se lever, même pour aller aux toilettes, rapporte l'enquête. Les maquiladoras n'ont ni masques, ni gants de protection et inhalent les produits chimiques utilisés pour le traitement du textile.

Parmi les femmes interrogées, 474 femmes ont déclaré avoir subi des violences verbales, physiques, menaces de licenciement, sanctions économiques, voire harcèlement sexuel. Elles les supportent en silence par peur de perdre leur emploi, souvent la seule source de revenus pour leur famille. Celles qui cherchent à défendre leurs droits sont poussées à la porte et inscrites sur des listes noires de femmes à ne jamais embaucher.

Pour rappel, ces "maquilas" sont des usines de sous-traitance travaillant pour l'exportation. Elles sont apparues massivement au Guatemala, comme dans toute l'Amérique centrale, dans les années 1990. Le retour de la paix dans ce pays, après 36 ans de guerre civile, a favorisé l'émergence de ces fabriques.

Aujourd'hui, 180 maquilas sont répertoriées au Guatemala. La Commission de l'industrie vestimentaire et textile estimait, en 2002, que 75 000 à 100 000 personnes y travaillaient, dont une immense majorité de femmes.

Réaction d'un internaute.

Ce que vous ne dites pas, c'est que les propriétaires de ses usines font partie de la bonne société de ces pays, souvent de jeunes apporteurs de capitaux en provenance de l'oligarchie et qui fréquentent le personnel diplomatique en poste dans la capitale, comme les hauts dignitaires de l'Eglise Catholique, comme toutes les ONG, comme les représentants de l'ONU, US AID, Coopération Française, Banque Mondiale...etc... L'information est toujours tronquée et superficielle. Los duenos de ces unités de production sont couverts par tout un système du fait de leur classe sociale. En fait ce reportage s'applique à toute l'Amérique Centrale: rien de nouveau depuis mon séjour dans cette région depuis 1985 - 1990.

---

## **Islande. Payer pour les banquiers : c'est non... à 98% ! (07.03) + complément du 09.03.**

### **Reuters - 07 et 08.03**

Les Islandais ont dit massivement "non" samedi par référendum au plan de remboursement à la Grande-Bretagne et aux Pays-Bas des 3,5 milliards d'euros de dettes de la banque Icesave, selon des résultats partiels.

D'après les résultats après dépouillement de 18.000 bulletins, sur 230.000 électeurs, le "non" l'emporte à 98%.

Commentaire.

Gageons qu'un référendum similaire organisé en France ou d'autres pays de l'UE aboutirait à un résultat similaire, sans doute pas dans les mêmes proportions il faut toutefois préciser.

Le résultat de ce référendum montre clairement d'une part, que la quasi totalité de la population rejette le capitalisme, d'autre part, que la proportion de nantis dans le pays représente une infime minorité de la population (320.000 habitants), à peine de 2%, ce qui permet d'affirmer que ce sont ces 2% de capitalistes ou de privilégiés qui décident habituellement du sort de 98% de la population.

Le résultat de ce référendum exprime également le rejet de l'UE, puisque les gouvernements britannique et hollandais avaient indiqué par avance que la victoire du non compromettrait l'adhésion de l'Islande à l'UE, les travailleurs islandais ont préféré défendre leurs propres intérêts plutôt que ceux des banquiers et des multinationales défendus par l'UE.

Qui osera prétendre ensuite que nous ne sommes pas en présence d'une dictature, de la dictature du capital, et que l'affirmer serait une exagération, un parti pris, une vue de l'esprit dictée par des considérations théoriques ? C'est un fait, voilà tout, que les défenseurs du capitalisme auront de plus en plus de mal à camoufler aux masses laborieuses.

2% décident du sort de la population : il faut les chasser du pouvoir, les exproprier, sans indemnité, là aussi, gageons que les 98% qui ont refusé de se sacrifier pour les banquiers voteraient de la même manière et refuseraient de leur verser le moindre euro.

Complément du 09.03.

Le détail des résultats de ce référendum : 93% ont voté non, 5% de votes nul ou blanc et 2% seulement de oui. comme l'on dit il n'y a pas photo !

Depuis des mois la population manifeste quasiment quotidiennement, mais elle n'est jamais parvenue à s'organiser, c'est un des aspect de la situation. (A suivre)

---

## **Grèce: nouvelle grève nationale jeudi. (11.03)**

**libération.fr et AFP - 10.03**

De fortes perturbations se produiront demain jeudi dans les transports aériens, maritimes, ferroviaires et urbains en Grèce en raison de la grève nationale, la deuxième en quinze jours, à laquelle ont appelé les grandes centrales syndicales contre le plan d'austérité décidé par le gouvernement pour restaurer les finances du pays.

Le trafic aérien sera totalement interrompu de mercredi minuit à jeudi minuit avec le ralliement de l'Union des contrôleurs du trafic aérien de Grèce à la grève générale organisée par la Confédération générale des travailleurs grecs (un million d'adhérents) et la Fédération de la fonction publique, Adedy (300.000 membres).

Les compagnies aériennes grecques Olympic Air et Aegean ont annoncé plusieurs aménagements d'horaires.

Tous les navires seront à l'ancre en raison de la grève décrétée par la puissante Fédération des marins (PNO), et les trains de la compagnie publique OSE resteront au dépôt.

Le fonctionnement des transports urbains sera très perturbé dans la capitale et à Salonique, dans le nord du pays : le métro, les bus, les trolleys et les tramways seront à l'arrêt.

Les banques travailleront au ralenti après l'appel à la grève de la Fédération des employés des banques (OTOE).

Les administrations publiques et les écoles seront fermées, tandis que les hôpitaux fonctionneront avec un personnel d'astreinte. Les journalistes seront aussi en grève et les journaux ne paraîtront pas vendredi.

Plusieurs rassemblements et manifestations sont prévus dans les grandes villes du pays jeudi en fin de matinée. Les policiers, pompiers et garde-côtes syndiqués ont annoncé qu'ils manifesteraient de leur côté jeudi soir devant la direction de la police.

Les centrales syndicales s'opposent aux mesures d'austérité draconiennes prises vendredi par le gouvernement socialiste pour résorber le déficit public. Ces mesures frappent principalement les fonctionnaires avec la quasi-suppression de leur 14e mois.

Mercredi après-midi, plus de 200 employés des décharges publiques, en grève depuis deux jours, et des employés des mairies, ont manifesté dans le centre d'Athènes, scandant des slogans contre des coupes dans les 14e et 13e mois dans la fonction publique, prévues dans le plan d'austérité du gouvernement pour parer à la crise.

---

## **Le Japon pacifiste découvre ses accords nucléaires secrets. (11.03)**

**lefigaro.fr - 10.03**

L'ancien premier ministre nippon et Prix Nobel de la paix Eisaku Sato avait autorisé l'entrée d'armes nucléaires américaines.

C'est depuis mardi officiel au Japon et la polémique, qui a aussitôt surgi, n'est pas près de s'éteindre : le premier ministre Eisaku Sato, un an après avoir fait adopter sa politique antinucléaire qui lui vaudra d'être récompensé par un prix Nobel de la paix, a signé en 1969 un accord secret avec le président américain Richard Nixon, autorisant le dépôt d'armes nucléaires au Japon. «Il est extrêmement regrettable que ce problème ait été dissimulé aussi longtemps aux Japonais», a tempêté mardi le ministre des Affaires étrangères Katsuya Okada lors d'une conférence de presse. Katsuya Okada a assuré qu'aucune arme nucléaire américaine n'avait pénétré sur le territoire nippon depuis 1991,

mais n'a pu le certifier pour la période de la guerre froide.

L'actuel gouvernement de centre gauche a mis fin en septembre au règne quasiment ininterrompu de la droite, qui dirigeait le pays depuis 1945. Sitôt nommé, le gouvernement de Yukio Hatoyama a chargé un groupe d'historiens de faire la lumière sur les accords nucléaires secrets conclus avec les États-Unis durant la guerre froide. Plusieurs de ces conventions avaient été éventées, et plusieurs documents avaient été déclassifiés aux États-Unis.

«Principes antinucléaires»

Mais depuis la remise de ce rapport mardi, le Japon, meurtri par les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, sait que sa doctrine pacifique et antinucléaire était pour le moins corrigée par deux pactes secrets avec les États-Unis. L'un permettait aux navires et avions américains dotés d'armes nucléaires de faire escale au Japon ; l'autre autorisait le dépôt d'armes nucléaires à Okinawa. Il a été signé par Eisaku Sato, lequel a formulé les «principes antinucléaires» du Japon, notamment celui interdisant les armes nucléaires sur son territoire. Cette politique lui valu le prix Nobel en 1974.

Le troisième accord secret permettait aux soldats américains d'utiliser le territoire japonais en cas de conflit avec la Corée du Nord ; le quatrième prévoyait le paiement par Tokyo des frais de remise en état de la partie de l'île d'Okinawa dévolue à la base américaine. Dans l'hypothèse, qui suscite actuellement de fortes tensions entre Washington et Tokyo, où cette base fermerait.

---

## **G-B. Une ex-chef du MI5 accuse les États-Unis d'avoir caché des actes de torture. (11.03)**

**libération.fr et AFP - 10.03**

Le MI5, accusé de complicité de torture, contre-attaque. Une ancienne responsable du renseignement intérieur britannique affirme que les États-Unis lui ont dissimulé les mauvais traitements contre les suspects de terrorisme.

Eliza Manningham-Buller a expliqué qu'elle n'avait pas compris tout de suite que Khalid Sheikh Mohammed, le cerveau présumé des attentats du 11 septembre 2001, avait parlé aux interrogateurs américains sous la contrainte de la torture.

Elle a dit avoir découvert seulement après son départ à la retraite en 2007 que le suspect avait subi l'épreuve de la simulation de noyade ("waterboarding").

Les Américains «ont pris grand soin de nous dissimuler ce qui se passait», a-t-elle déclaré mardi soir à la chambre des Lords. «J'ai demandé à mes collaborateurs "Pourquoi parle-t-il?", parce que notre expérience des prisonniers irlandais était qu'ils ne disaient jamais rien».

«Ils m'ont dit: "Eh bien les Américains affirment qu'il (Mohamed) était très fier de ce qu'il a fait" quand ils l'ont interrogé», a-t-elle expliqué. «Ce n'est qu'après avoir pris ma retraite que j'ai lu, qu'en fait il avait subi la simulation de noyade 160 fois».

Accusations de complicité

Elle a indiqué que la Grande-Bretagne avait protesté auprès des Américains à propos du traitement des détenus. Ces propos interviennent alors que le MI5 et le MI6 font face à des accusations de complicité de torture dans le cas de plus de 20 suspects de terrorisme ayant résidé au Royaume-Uni.

Ces allégations ont émergé après la publication par un tribunal britannique le mois dernier d'informations sur les tortures subies par un ex-détenu de Guantanamo aux mains des Américains.

L'ex-détenu Binyam Mohamed - né en Ethiopie mais qui avait le statut de résident en Grande-Bretagne - avance qu'il a été interrogé par des Américains avec des questions qui ont seulement pu venir des renseignements britanniques.

Le gouvernement et l'actuel chef du MI5 Jonathan Evans ont vigoureusement démenti les accusations de complicité de torture mais des questions demeurent sur le point de savoir quand Londres a été mise au courant du changement des recommandations américaines sur la torture après le 11-Septembre.

---

## **Washington dévoile une stratégie du logiciel. (11.03)**

**Reuters - 10.03**

Washington a autorisé lundi l'exportation vers l'Iran, le Soudan et Cuba de logiciels facilitant les échanges d'informations sur internet, avec l'objectif avoué de favoriser l'ouverture de ces pays.

Agissant à la demande du département d'Etat, le département du Trésor a accordé une dérogation aux entreprises américaines pour ces pays normalement soumis à des sanctions ou un embargo.

"Cette décision permettra aux citoyens iraniens, soudanais et cubains d'exercer leurs droits les plus fondamentaux", a expliqué le secrétaire adjoint au Trésor Neil Wolin.

Cette dérogation permettra aux sociétés comme Google ou Microsoft d'autoriser le téléchargement de logiciels servant à naviguer sur internet, à écrire des blogs, à discuter en ligne, à envoyer des courriers électroniques ou à partager des photos ou des vidéos.

Internet a été un important moyen de communication pour les opposants iraniens après la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad le 12 juin dernier à la présidence.

"Nous allons continuer à soutenir ces Iraniens qui souhaitent pouvoir communiquer sans être bloqués par leur propre gouvernement", a déclaré la secrétaire d'Etat Hillary Clinton lundi lors d'une conférence de presse avec le président du Gabon Ali Bongo.

Sheldon Himelfarb, expert des nouvelles technologies à l'Institut américain pour la paix, salue cette décision des autorités qu'il attendait depuis longtemps.

"Cela ne veut pas dire que ces gouvernements ne pourront plus censurer, contrôler ou influencer ce qui est dit dans le pays sur internet", dit-il.

"Au moins la population aura-t-elle accès aux meilleurs outils possibles de communication et de collaboration, qui sont toujours, dans une large mesure, développés ici aux Etats-Unis."

---

## **Italie: appel à un mouvement de grève générale vendredi. (11.03)**

### **AP - 10.03**

La CGIL, la principale organisation syndicale italienne, a appelé à une grève générale de quatre heures vendredi, afin de protester notamment contre la charge fiscale excessive supportée selon elle par les salariés.

Trains, avions, ferries, autobus et autres moyens de transport publics doivent être affectés par le mouvement.

La Confédération générale italienne du travail estime qu'une trop lourde charge fiscale pèse sur les salariés. L'organisation syndicale réclame également plus de protection pour les employés ayant des contrats temporaires.

---

## **La Grèce paralysée par la grève générale. (12.03)**

### **AP - 11.03**

De violents affrontements ont éclaté entre des casseurs et des policiers jeudi à Athènes, en marge d'une manifestation contre les mesures d'austérité du gouvernement jeudi. La Grèce était paralysée par une grève générale du public et du privé contre le plan de rigueur, touchant notamment les médias, transports en communs, avions et services hospitaliers hors urgences.

Lors des incidents, plusieurs centaines de jeunes habillés de noir, casqués et portant des lunettes de ski ont frappé des policiers à moto, en faisant tomber plusieurs, tandis que les forces anti-émeute tiraient des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes pour tenter de disperser la foule.

Un peu plus tôt, des anarchistes avaient lancé des pierres et cocktails Molotov sur la police, cassant à coups de masses les vitrines d'une dizaine de magasins, banques, bijouteries et l'entrée d'un cinéma. Ils ont aussi brûlé des poubelles et une voiture, saccagé des arrêts de bus et arraché des morceaux de marbre de balustrades pour en faire des projectiles.

Les commerçants se dépêchaient de baisser leur rideau au passage du cortège et des hommes d'affaires en costume les yeux irrités par les gaz couraient se mettre à l'abri, alors qu'à quelques pâtés de maisons on continuait de déjeuner aux terrasses des restaurants.

La police a déclaré avoir arrêté 16 émeutiers présumés et compter deux blessés dans ses rangs.

Des incidents moins graves ont également perturbé la manifestation à laquelle participaient environ 14.000 personnes dans le centre de Thessalonique, la deuxième ville du pays, dans le nord.

A Athènes, la manifestation a réuni entre 20.000 et 60.000 personnes, selon la police ou les organisateurs. Grévistes et manifestants ont convergé dans le centre de la capitale grecque, aux cris de "pas de sacrifice pour la ploutocratie" ou "de vrais boulots, des salaires plus élevés". Certaines personnes avaient déployé des banderoles depuis leur appartement où on pouvait lire "Plus de sacrifices, la guerre contre la guerre".

La Grèce affrontait sa deuxième journée de grève nationale en moins d'une semaine, à l'appel des deux principaux syndicats du pays qui protestent contre le plan décidé par le gouvernement pour tenter de sortir le pays de sa très grave crise de la dette publique.

La semaine dernière, le gouvernement socialiste de Georges Papandréou, sous la pression de ses partenaires européens inquiétés de voir le déficit public abyssal de la Grèce affaiblir la zone euro, a annoncé des économies de 4,8 milliards d'euros supplémentaires, avec notamment un gel des retraites, une réduction des salaires des fonctionnaires et une hausse des impôts.

Près de 200 policiers en civil, gardes-côte et pompiers se sont rassemblés brièvement avant le début de la manifestation. "La police et d'autres forces de sécurité ont été particulièrement touchés par ces nouvelles mesures parce que nos salaires sont très faibles", a déploré Yannis Fanariotis, secrétaire général d'un syndicat de police. Un policier gagne en moyenne entre 1.000 et 1.200 euros par mois, week-ends et nuits compris.

Participer à la manifestation "n'est pas étrange, parce que nous travaillons comme tout le monde et nous revendiquons pour nos droits", a-t-il ajouté.

Pour les syndicats, ce sont les Grecs qui vont payer un prix disproportionné pour les erreurs de gestion des gouvernements de gauche comme de droite des dernières années. "Ils essaient de faire payer le prix de la crise aux travailleurs", a dénoncé Yannis Panagopoulos, responsable du principal syndicat grec, le GSEE. "Ces mesures ne seront pas efficaces et vont précipiter l'économie dans un gel profond."

---

## **La fonction publique britannique touchée par la rigueur salariale. (13.03)**

### **Le Monde - 12.03**

Quel que soit le parti qui gagnera les élections législatives prévues d'ici à juin, les fonctionnaires britanniques peuvent se faire du souci. Le candidat conservateur, David Cameron, tout comme son concurrent travailliste, le premier ministre Gordon Brown, soucieux de réduire le déficit public - il devrait atteindre 178 milliards de livres (195 milliards d'euros) pour l'année fiscale qui se termine au 31 mars, soit 12,6 % du produit intérieur brut - ont d'ores et déjà prévu de réduire la masse salariale de l'Etat.

Mercredi 10 mars, M. Brown a annoncé que les salaires des 120 000 plus hauts fonctionnaires seraient gelés à compter d'avril, tout comme ceux des ministres et des secrétaires d'Etat le sont depuis janvier. Les médecins généralistes, les juges, les cadres supérieurs du National Health Service (NHS), le service de santé publique, les dentistes, mais aussi les généraux de l'armée ne seront pas augmentés. Selon le premier ministre, ce gel devrait permettre au Trésor d'économiser plus de 3 milliards de livres d'ici à avril 2014, date à laquelle il a promis de diviser par deux le déficit budgétaire s'il était élu.

Dans ce cas, le leader du Labour prévoit aussi, à compter d'avril 2011, de plafonner à 1 % pendant deux ans la hausse de salaire dans la fonction publique. Les conservateurs, qui veulent aller plus vite dans l'assainissement des finances publiques, ont pris des engagements du même ordre. M. Cameron compte geler, dès avril 2011, les salaires des fonctionnaires qui gagnent plus de 18 000 livres par an, soit les deux tiers de la fonction publique.

Depuis qu'ils sont arrivés au pouvoir en juin 1997, les travaillistes ont beaucoup dépensé pour accroître les effectifs et les salaires de la fonction publique. La récession, dont le pays est à peine sorti, n'y a rien changé.

Le secteur public requinqué

Le New Labour de Tony Blair avait promis de remettre à flot des services publics mis à terre par les treize ans de gouvernement de Margaret Thatcher, sans pour autant dégrader les comptes de l'Etat. Ils ont tenu la première partie de leur promesse, pas la seconde, comme le montrent les chiffres de l'Office pour les statistiques nationales (ONS). En 2009, on comptait 6,070 millions de fonctionnaires, soit plus de 21 % des 28,9 millions de Britanniques au travail, contre 5,179 millions (19,5 %) en 1997.

Sur les 2,3 millions d'emplois créés en Grande-Bretagne entre 1997 et 2009, près de 40 % l'ont donc été dans le secteur public. A en croire



une étude publiée en janvier par l'Université de Manchester, si l'on tient compte des emplois privés dépendant exclusivement des fonds publics (par exemple, la collecte d'ordures ou encore les consultants employés par le gouvernement), la proportion monte à 60 %.

Concernant les salaires aussi, le Labour s'est montré généreux. Entre 1997 et 2009, la rémunération hebdomadaire brute médiane d'un salarié à plein temps est passée de 349 livres à 539 livres dans le public et de 309 livres à 465 livres dans le privé.

Dans sa dernière liste des "riches du secteur public", la Taxpayers'Alliance, qui représente les contribuables, dénombre 806 fonctionnaires gagnant plus de 150 000 livres par an, dont 8 plus de 1 million. M. Brown, qui est payé un peu moins de 200 000 livres, est aujourd'hui le 324e salaire de l'Etat.

---

## **Nouvelle journée de grève en Grèce. (17.03)**

### **AP - 16.03**

Les employés de la compagnie publique d'électricité et les infirmiers étaient en grève mardi en Grèce pour protester contre le plan d'austérité décidé par le gouvernement de Georges Papandréou.

La grève de 48h au sein de la compagnie d'électricité affecte ses sept unités de production. Les consommateurs ne devraient pas être touchés par des coupures de courant, selon une source syndicale.

Les infirmiers des hôpitaux publics font grève pendant une journée et environ 400 d'entre eux devraient manifester devant le ministère de la Santé à Athènes.

---

## **Chine. Pékin des pauvres, Pékin des riches. (16.03)**

### **Lemonde.fr - 15.03**

C'est un quartier capharnaüm fait de masures crasseuses, parfois bâties de guingois, de méchants immeubles aux balcons encombrés par le linge qui sèche, de ruelles bourbeuses où s'empilent les ordures, le tout écrasé par la lumière maussade suintant du ciel bas de l'hiver. Les marchés sont assez bien fournis en volailles et poissons, mais des odeurs aigres et fortes montent des gargotes bon marché. Au coin d'une rue, un cuisinier touille une drôle de pitance dans un wok. Des hommes aux vestes en faux cuir et casquettes Mao devisent en fumant. Des femmes bercent leurs enfants emmitoufflés dans des couvertures. A moins d'un quart d'heure de voiture des grandioses réalisations olympiques, Dong Xiao Kou est un quartier de prolétaires migrants. Ce n'est pas la misère mais la pauvreté.

L'endroit illustre ce que les médias chinois ont annoncé il y a une dizaine de jours : jamais depuis le début des réformes économiques de 1978 l'écart de revenus entre monde rural et monde urbain n'avait été aussi large.

Ici, on a beau être à Pékin, la quasi-totalité des habitants de cette banlieue est d'origine paysanne. Ils font partie des 230 millions d'"ouvriers-paysans" chinois - mingong, en mandarin - venus chercher fortune dans les villes. Sans avoir pour autant réussi à avoir le statut d'"urbains". Conséquence : beaucoup ne bénéficient pas des avantages sociaux dont jouissent les citadins.

Mme Liu, 50 ans, mère de famille, est originaire du Hebei, la province qui entoure la capitale. Elle ne se plaint pas trop de son sort. C'est une dame simple, souriante, diserte. Mais il faut la pousser dans ses retranchements pour qu'elle égrène la liste de ses difficultés. D'abord, elle constate, chiffres à l'appui : "Je travaille comme femme de ménage dans un ensemble résidentiel. Je gagne 900 yuans par mois (90 euros). Mon loyer est de 300 yuans." Mme Liu habite ici depuis huit ans et vit dans le provisoire qui dure : "Je me suis déjà fait virer du premier appartement où j'habitais, car le propriétaire a vendu ses immeubles pour profiter de la hausse des prix de l'immobilier." Et maintenant ? "Pouah !, crache-t-elle, j'ai retrouvé un autre logement, mais je n'ai aucune garantie. Rien. Je peux me faire expulser du jour au lendemain !"

Elle se saigne aux quatre veines pour ses deux filles : l'une a quand même réussi à entrer à l'université, l'autre est vendeuse dans un quartier commerçant de Pékin. Pour décrire sa précarité, Mme Liu a ces mots : "A mon travail, mes collègues et moi on est souvent méprisées."

Les différences de revenus entre les possédants et les dépossédés de la croissance chinoise sont si criantes que le premier ministre, Wen Jiabao, a abordé le sujet à l'ouverture de la session de l'Assemblée nationale populaire, qui s'est close dimanche. "Il ne faut pas seulement que notre richesse s'accroisse, il faut aussi que nous arrivions à trouver un système de distribution des richesses plus équitable", a-t-il dit. Selon les chiffres du bureau des statistiques publiés début mars, le revenu moyen des Chinois des villes était en 2009 de 17 175 yuans par an - environ 1 700 euros - contre 5 153 yuans dans les campagnes. En 2005, les chiffres étaient respectivement de 10 493 contre 3 255. Citée dans la presse en début du mois, le directeur d'un centre de recherches sur l'économie rurale dépendant du ministère de l'agriculture, Song Hongyuan, confessait être "alarmé par le fait que le fossé ville-campagne va continuer à se creuser dans la mesure où le pays se focalise sur le développement urbain et pas celui du monde rural".

Un autre expert, Zhang Dongsheng, responsable d'un département de la Commission nationale pour la réforme et le développement, reprochait au gouvernement d'avoir "dit plus qu'il n'a fait" en termes de réduction des inégalités. Il y a quelques années, durant la session printanière du Parlement, le premier ministre, M. Wen, avait annoncé la création d'un ambitieux programme de construction des "nouvelles campagnes socialistes". Traduction : développer les zones rurales et augmenter le niveau de vie des paysans. Cette année, il a promis un budget de 800 milliards de yuans- 80 milliard d'euros - pour le monde rural, 13 % de plus par rapport à l'année dernière.

Nombre d'analystes étrangers estiment que, si la Chine veut poursuivre son rythme de croissance de 8 %, il va lui falloir continuer son programme d'urbanisation, supprimer le très contesté "passeport intérieur" - hukou -, qui désavantage les migrants établis en milieu urbain, et mettre fin à une situation d'"apartheid" entre Chinois des villes et Chinois des champs : les mingong sont exploités par leurs patrons, leurs soins médicaux ne sont pas remboursés et ils doivent mettre leurs enfants dans des écoles illégales souvent promises à la démolition.

La "stabilité sociale" qui obsède tant un pouvoir hanté par le cauchemar du désordre ne pourra être assurée si le fossé riches-pauvres continue de s'élargir. Pendant que Mme Liu peine à la tâche dans le quartier de Dong Xiao Kou, les riches s'enrichissent dans l'empire des inégalités. Selon Rupert Hoogewerf, fondateur du centre indépendant Hurun, basé à Shanghai, qui fait la liste des super-riches en République populaire, "le nombre de ceux qui possèdent une fortune d'au moins 150 millions de dollars (110 millions d'euros) a décuplé depuis 2004". "Il y en avait 100 il y a six ans, il y en a 1 000 maintenant", précise-t-il. Sur la dernière liste Forbes des plus fortunés de la planète, il y a 64 milliardaires chinois, contre 28 l'année dernière. D'après Meng Pengjun, directeur de Luxury Asia Limited Markets, les ultraprivilégiés de Chine ont dépensé beaucoup en 2009 dans le marché des produits de luxe, se hissant en cela à la deuxième place mondiale, derrière les Japonais.

---

## **Plus de 580.000 emplois détruits dans l'Union européenne au quatrième trimestre 2009. (16.03)**

### **AP - 15.03**

Quelque 347.000 emplois ont été détruits dans la zone euro et 583.000 dans l'ensemble de l'Union européenne au quatrième trimestre 2009, selon les données diffusées lundi par Eurostat, l'Office statistique des communautés européennes.

Sur l'ensemble de l'année 2009, 2,721 millions d'emplois ont été détruits dans la zone euro (-1,8% par rapport à 2008) et 4,021 millions dans l'UE (-1,8%) dans l'UE.

Au quatrième trimestre 2009, l'emploi a diminué de 0,2% dans la zone euro et de 0,3% dans l'UE par rapport au troisième trimestre 2009. Eurostat estime qu'au quatrième trimestre 2009, 221,1 millions d'hommes et de femmes avaient un emploi dans l'UE, dont 144,3 millions dans la zone euro, en chiffres corrigés des variations saisonnières.

---

## **Mauritanie. Les syndicats promettent une amplification de la grève en Mauritanie. (17.03)**

### **RFI - 16.03**

En Mauritanie, les quatre principales centrales syndicales et quatre syndicats professionnels ont appelé à une grève générale de la fonction publique de trois jours, à compter du lundi 15 mars 2010. Ils réclament l'ouverture de négociations sur le montant d'indemnités de logement et de transport récemment allouées aux fonctionnaires. La première journée a été très suivie d'après les syndicats, qui annoncent 80% de grévistes dans l'enseignement et la santé. Pour le gouvernement, la mobilisation a été marginale.

Au-delà de la guerre des chiffres, la perception de la grève diffère radicalement selon les acteurs. Pour les syndicats, le moment est historique. C'est, selon eux, la première fois que les centrales les plus représentatives s'allient pour un mouvement d'une telle ampleur. Selon le secrétaire exécutif de l'Union des travailleurs « les travailleurs sont déterminés à aller jusqu'au bout mais nous tendons la main au dialogue. Seul peut nous faire sortir de cette situation. Le dialogue ne peut pas se refuser, nous ne sommes pas comme les partis politiques. Cette opération n'est pas politisée, elle émane de la base des travailleurs. Si demain le pouvoir tend la main et permet des négociations, nous allons immédiatement vers la suspension de la grève.... »

En revanche, pour le ministre de la Santé, cheikh Ould Horma Ould Babana, ce mouvement est marginal parce qu'il mobilise peu mais aussi parce que ses motifs ne sont pas réellement sociaux : « Nous ne contestons pas la légitimité d'un mouvement de grève mais ce mouvement a une particularité, il n'a pas d'objet. Les syndicats avancent le fait que l'Etat leur a accordé une gratification et ils trouvent que celle-ci n'est pas à la hauteur de ce qu'ils attendaient. Quand on accorde une gratification à quelqu'un, la moindre des choses c'est de dire merci... il y a d'autres moyens de demander plus que déclencher un mouvement de grève. Nous pensons que les motifs réels sont des motifs politiques et non pas sociaux. Je pense que demain tout le monde reprendra le travail à l'exception de quelques personnes vraiment instrumentalisées ».

Les syndicats promettent eux une amplification du mouvement dans les deux jours à venir.

## **Mali. Les transporteurs routiers maliens durcissent leur grève. (17.03)**

### **RFI - 16.03**

Des centaines de camions chargés de marchandises garés aux frontières ou dans la capitale. Depuis le 10 mars, les transporteurs routiers du Mali sont en grève et la plupart des camions sont à l'arrêt. Les transporteurs se plaignent des taxes trop élevées et des tracasseries trop nombreuses.

Poste de contrôle de police, à l'entrée sud de Bamako... sur plusieurs kilomètres des centaines de camions chargés de marchandises, sont garés. Fomba karim, porte-parole des transporteurs grévistes exprime le ras-le bol des transporteurs : « Nous en avons assez. Au départ, on nous faisait payer 72 000 francs par camion, par année. Chaque camion paye pratiquement en moyenne entre 60 à 100 000 francs à chaque voyage ».

En cause notamment, l'application d'une décision de l'UEMOA, l'Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest, qui impose un poids maximum aux camions sous peine de lourdes pénalités.

Et à ceux qui disent aux transporteurs maliens que ces taxes sont appliquées dans tous les pays membres, le porte-parole répond. « Nous sommes tous dans l'UEMOA. La Côte d'Ivoire, le Sénégal sont des pays portuaires. Ces pays n'ont pas de pesage chez eux... Nous sommes devenus aujourd'hui les cobayes de l'UEMOA ».

Et sur les routes de la sous-région, les transporteurs maliens racontent leur calvaire « On ne fait que nous racketter... ».

Plusieurs médiateurs tentent de calmer le jeu entre l'Etat et les transporteurs grévistes, comme le Conseil national des transporteurs maliens. Un de ses membres, Sinamary Konaté, se dit confiant : « Nous demandons toujours à l'Etat de continuer la négociation, et il y aura la solution... ».

En tous cas, il est urgent de trouver une solution pour échapper à la pénurie. Le Mali est un pays enclavé, et pour ses produits à l'import, comme le carburant ou les vivres, et à l'export, comme le coton et les bovins, le transport routier est indispensable.

Un transporteur malien exprime son exaspération

"Aujourd'hui nous, transporteurs du Mali, sommes asphyxiés par toutes les tracasseries et les taxes qu'on ne peut plus assumer. Il y a trop de contrôles sur la route... On ne fait que nous racketter le long de la route... des policiers et des gendarmes partout... On nous arrête. Si tu refuses de payer, on te fait dormir... On te fait perdre carrément 24 heures. L'autorité en place ne réagit pas. Nous lui demandons donc de réagir..."

## **Guinée. Les avocats guinéens en grève contre la « politisation » de l'affaire des narcotrafiquants. (17.03)**

### **RFI - 13.03**

Les avocats guinéens sont en colère. Ils ont décidé de se mettre en grève pour une semaine. Depuis jeudi 11 mars 2010 ils boycottent les tribunaux. Ce mouvement de grogne s'explique - selon le bâtonnier de l'Ordre des avocats par « la politisation des dossiers des présumés narcotrafiquants » et par « des atteintes répétées à l'indépendance de la magistrature ». Les anciens ministres de la Sécurité, l'ancien chef d'état-major des armées et le fils du défunt président sont sous les verrous. Au total une cinquantaine de Guinéens sont incarcérés pour des motifs liés au trafic de cocaïne.

C'est l'ensemble des avocats inscrits au Barreau guinéen qui boycotte depuis jeudi 11 mars 2010 les cours et tribunaux du pays. Le Barreau accuse le pouvoir d'atteinte répétée à l'indépendance de la justice mais aussi et surtout la volonté de certains dignitaires du régime à vouloir régler les comptes aux présumés narcotrafiquants détenus depuis plus d'un an.

Maître Mohamed Sampil, bâtonnier de l'Ordre des avocats s'en explique : « Nous boycottons les audiences des cours et tribunaux en guise de protestation contre des atteintes répétées à l'indépendance de la magistrature et la politisation des dossiers des présumés narcotrafiquants et des détournements des deniers publics par certaines autorités de l'Etat et de certaines autorités judiciaires qui ne prennent pas leurs responsabilités. Cela est inacceptable dans un Etat de droit et le Barreau, qui est la sentinelle de l'Etat de droit, ne peut pas laisser passer ces abus d'un autre âge. Certaines autorités ont déjà condamné certaines personnes avant d'être condamnées par la juridiction ».

Le bâtonnier ajoute que certains détenus n'ont plus le droit de se soigner, encore moins de bénéficier d'une liberté provisoire, « parce que certaines autorités estiment que ces personnes n'ont aucun droit ».

Une grande assemblée générale du Barreau est prévue lundi 15 mars qui décidera de la suite du mouvement de grève.

---

## **L'Inde à la conquête de l'Afrique, derrière la Chine. (19.03)**

**figaro.fr - 18.03**

L'éléphant ne court pas encore aussi vite que le dragon, mais l'Inde avance sans complexe sur les traces de la Chine en Afrique. Le ministre de l'Énergie indien, qui souhaite que la société nationale Oil and Natural Gas Corp (ONGC) accélère ses acquisitions à l'étranger cette année, a officiellement demandé à son collègue des Finances de mettre en place un fonds souverain, le premier pour l'Inde, qui permette au pays de concurrencer la Chine sur les marchés des matières premières.

Rien n'a filtré sur la date à laquelle il pourrait être lancé, ni sur son ampleur, mais il devrait être financé en grande partie par les 254 milliards de dollars de réserves de change indiennes.

En ligne de mire, l'Afrique, où ONGC a passé en janvier un accord d'investissement de 359 millions de dollars au Nigeria et où New Delhi convoite les sous-sols de l'Angola, du Soudan et de l'Ouganda. Les ambitions de l'Inde n'ont, certes, rien de comparable avec celles de la Chine - qui avait investi, fin 2008, 7,8 milliards de dollars en Afrique et importé pour 32 milliards de dollars de pétrole, de charbon et de minerais -, mais elle propose aujourd'hui, elle aussi, de rénover des raffineries, de reconstruire des voies de chemin de fer, d'ouvrir des routes.

Les Bric reprennent du poil de la bête

Depuis la crise, les Bric, acronyme qui désigne le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, ont repris du poil de la bête. Ces pays, qui ont mieux résisté que les autres à l'effondrement des subprime, deviennent d'énormes pompes aspirantes des ressources naturelles dont ils ont impérativement besoin pour assurer leur développement industriel. L'Inde, qui a réussi à maintenir une croissance de plus de 7 % en 2009-2010, prévoit que son PIB (produit intérieur brut) progressera de 8,5 % cette année et de 9 % en 2011-2012. Elle envisage même une croissance à deux chiffres à partir de 2013 !

Cette croissance, il lui faut bien évidemment l'alimenter. Or le pays dépend à 75 % de l'étranger pour ses approvisionnements pétroliers, un chiffre nettement supérieur aux 52 % de la Chine.

La Russie vient de lui promettre 16 réacteurs nucléaires, dont la moitié pourraient être livrés entre 2012 et 2017, mais en attendant, l'Inde doit sécuriser ses sources d'énergie quel qu'en soit le prix.

Pour commencer, le gouvernement, qui n'a pas les moyens des Chinois, forts de leurs 2 400 milliards de dollars de réserves de change, veut avancer prudemment. « Nous demandons à nos sociétés pétrolières de réaliser au moins un gros rachat par an », précise un responsable du ministère de l'Énergie interrogé par l'agence Bloomberg, qui se félicite de l'entrée, le mois dernier, d'Oil and Natural Gas Corp dans un gisement au Venezuela.

Mais l'Inde, comme la Chine, ne va pas s'arrêter au pétrole. Elle s'intéresse à toutes les matières premières, notamment au phosphate du Sénégal, pays où elle a récemment décidé de recapitaliser la société qui était son principal fournisseur.

Elle multiplie également les prêts aux pays africains qui ont besoin d'argent, comme l'Angola à qui elle a avancé 70 millions de dollars.

La somme en soi n'est pas importante, comparée aux 10 milliards prêtés par Pékin. Mais « nous sommes un pays bien plus petit que la Chine, donnez-nous vingt ans et nous allons les rattraper », promet l'ambassadeur indien dans ce pays.

---

## **Grève chez British Airways après l'échec des négociations. (20.03)**

**Reuters - 19.03**

Une grève de trois jours du personnel navigant commercial de British Airways débutera ce samedi à minuit, après l'échec des négociations avec la direction, annonce le syndicat britannique Unite.

Une autre grève est annoncée entre le 27 et le 30 mars, juste au début des vacances de Pâques. British Airways espère toutefois pouvoir assurer 60% de ses vols au moins, du 20 au 22 mars, grâce à du personnel entraîné à cet effet.

Le secrétaire général adjoint de Unite Tony Woodley a déclaré que les partisans d'une ligne dure chez British Airways, dont selon lui le

directeur général Willie Walsh, avaient eu gain de cause.

"Je pense que c'est un cas classique, M. Walsh étant malheureusement l'un de ces jusqu'au-boutistes qui recherche le conflit avec nos membres et non un accord négocié", a expliqué Tony Woodley.

Dans des encarts publiés vendredi dans la presse, Willie Walsh écrit que bon nombre des membres du personnel de bord travailleront pendant la grève et que la majorité du personnel ne soutient pas la grève.

Le syndicat a indiqué qu'il ne maintiendrait pas son appel à la grève si la compagnie remettait sur la table une proposition qui avait été retirée la semaine dernière.

#### LE GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE DANS L'EMBARRAS

Cette grève est un vrai casse-tête pour le gouvernement travailliste à quelques semaines des élections législatives, Unite étant le plus gros contributeur financier du Labour.

Les liens entre Unite et le parti travailliste sont historiques, et le directeur politique actuel du syndicat, Charlie Whelan, est l'ancien porte-parole du Premier ministres Gordon Brown.

Le chef de l'opposition conservatrice David Cameron a accusé Gordon Brown de privilégier les intérêts du syndicat au détriment des intérêts du pays, comparant la situation actuelle aux années 1970, période durant laquelle le Labour au pouvoir avait été confronté à des mouvements sociaux dans le pays.

La compagnie aérienne britannique, confrontée à une baisse de la demande, à la volatilité du prix du pétrole, et à une concurrence accrue de la part des 'low costs', cherche à économiser 62,5 millions de livres (69,5 millions d'euros).

---

### **Manifestation de fonctionnaires bulgares à Sofia. (21.03)**

#### **Reuters - 20.03**

Des milliers de fonctionnaires bulgares, parmi lesquels des employés du fisc, des policiers et des militaires, ont manifesté samedi à Sofia contre un projet gouvernemental visant à supprimer leurs avantages sociaux pour juguler le déficit budgétaire du pays.

Le gouvernement de centre-droit a annoncé que 150.000 fonctionnaires paieraient pour la première fois à partir du mois d'avril des cotisations pour les retraites et le système de santé, ce qui provoquerait de fait une baisse de leur salaire de 12%.

Ce projet, qui doit encore être approuvé par le parlement, fait partie d'un ensemble de mesures de rigueur budgétaire qui doivent être annoncées la semaine prochaine.

Plus de 1.500 policiers et militaires sont venus de tout le pays pour manifester dans la capitale bulgare et réclamer de meilleures conditions de travail.

Les employés des services fiscaux ont eux laissé entendre qu'ils pourraient accepter le projet si on les autorise à travailler à temps partiel.

Les policiers, les militaires, les employés des services fiscaux, des municipalités et des ministères sont exemptés de certaines cotisations en échange de leur renoncement au droit de grève, à toute adhésion à un parti politique et à l'exercice d'un second emploi.

Avec un salaire mensuel moyen de 250 euros et des retraites de 80 euros, la Bulgarie figure au dernier rang de l'Union européenne.

"Ce n'est pas un moyen de combattre la crise", a déclaré un pompier à propos du projet de rigueur budgétaire du gouvernement. "Un chien policier reçoit plus d'argent que nous pour manger."

---

### **Manifestations contre Vladimir Poutine, arrestations à Moscou. (21.03)**

#### **Reuters - 20.03**

Des milliers de Russes ont manifesté à l'appel de l'opposition contre le gouvernement de Vladimir Poutine dans plusieurs villes du pays mais la police a dispersé le principal rassemblement prévu à Moscou, où des dizaines de personnes ont été arrêtées.

Une coalition de groupes d'opposition avait décrété samedi "jour de colère" national et organisé 50 rassemblements où elle entendait mobiliser la population autour du chômage, de la hausse des impôts et des taxes sur les transports.

Bien qu'encouragés par une série de manifestations réussies au cours des derniers mois, les adversaires du Kremlin ont été incapables de fusionner leurs forces et de faire descendre les Russes en masse dans la rue.

"L'esprit a changé mais il ne s'agit pas encore d'un mouvement", souligne Macha Limpan, une analyste du Carnegie Moscou Centre, estimant toutefois que le Kremlin est préoccupé par les rassemblements. "Pour le gouvernement, les enjeux sont extrêmement élevés. Même un risque minime reste un risque pour eux."

Au moins 1.500 personnes se sont rassemblées à Vladivostok, dans l'Extrême-Orient russe, votant à main levée une motion destinée à faire tomber le gouvernement Poutine. Un millier de personnes se sont réunies à Saint-Pétersbourg et des centaines d'autres ont défilé dans d'autres villes.

"Les gens n'ont pas de travail et ils sont en colère", a dit Ivan Fotodtov, un webdesigner de 26 ans. "Les gens sont en colère non seulement contre les autorités locales mais également contre Moscou."

#### LA POLICE INTERVIENT À MOSCOU

Dans la capitale, des centaines de policiers ont bloqué l'accès à la place Pouchkine où devaient se rassembler les manifestants. Des dizaines d'entre eux ont été interpellés alors qu'ils commençaient à scander "Liberté !".

Le sénateur américain John McCain avait prévenu jeudi que ces manifestations constitueraient un test de la tolérance du Kremlin envers ses opposants. "Le monde aura les yeux braqués sur la Russie", avait-il dit au Sénat.

A Kaliningrad, où une manifestation avait réuni 10.000 personnes en janvier, les organisateurs ont décidé d'annuler le rassemblement après que les autorités ont proposé des discussions et laissé entendre que la police pourrait intervenir.

Les élections régionales de la semaine dernière ont montré un recul du parti au pouvoir Russie Unie depuis le début de la crise économique, qui a mis fin à dix ans de croissance et entraîné une poussée du taux de chômage à 9%.

L'an dernier, le produit intérieur brut de la Russie a chuté d'environ 8%, le chiffre le plus bas depuis 1994.

A Vladivostok, une banderole réclamait "liberté de parole, élections libres" tandis que d'autres réclamaient des loyers moins chers ou plus de financement pour la pratique sportive des enfants.

Un millier de personnes se sont aussi réunies dans la ville d'Irkoutsk, en Sibérie, pour dénoncer la décision de Poutine de rouvrir une usine qui, selon les habitants, pollue le lac Baïkal. L'appel lancé par l'opposition pour la démission de Poutine a été accueilli par des applaudissements.

"Chaque région a ses propres problèmes, mais chacun peut constater une dégradation des conditions de vie", a déclaré Boris Nemtsov, responsable du mouvement d'opposition Solidarité. "Les protestations vont prendre de l'ampleur", a-t-il prévenu.

Le Kremlin considère les manifestations comme l'une des plus grandes menaces qui pèsent sur son pouvoir et dépêche régulièrement la police pour mettre un terme aux mobilisations.

---

### **Manifestation à Washington contre la guerre en Irak. (21.03)**

#### **AP - 20.03**

Plusieurs milliers de manifestants, dont un grand nombre dirigeaient leur colère contre Barack Obama, ont défilé samedi à Washington pour réclamer un retrait immédiat des soldats américains d'Irak et d'Afghanistan.

Au moins huit manifestants, dont la militante Cindy Sheehan, ont été interpellés par la police à la fin de la marche, après avoir posé des cercueils devant une grille de la Maison Blanche, à l'occasion du septième anniversaire, cette semaine, du début de l'intervention américaine en Irak.

"Arrêtez ce criminel de guerre", avait lancé Cindy Sheehan -connue pour son engagement contre la guerre depuis que son fils de 21 ans a

été tué en Irak en avril 2004- devant la Maison Blanche avant son arrestation en référence à Barack Obama.

Lors d'un rassemblement qui avait précédé la marche, Cindy Sheeman avait demandé si "la lune de miel était terminée avec ce criminel de guerre à la Maison Blanche", une référence apparente au président américain qui lui avait valu des applaudissements modérés.

Les protestataires n'ont pas tenu compte des ordres de dégager sur Pennsylvania Avenue devant la Maison Blanche, et la police a déclaré qu'ils feraient l'objet de poursuites.

A l'exception de ces interpellations, la manifestation s'est déroulée dans le calme, attirant des milliers de manifestants dans le parc Lafayette près de la Maison Blanche. La mobilisation a été cependant inférieure à celle observée lors des rassemblements de 2006 et de 2007, marqués par la participation de dizaines de milliers de personnes.

Elle était organisée par une coalition d'associations hostiles à la guerre, emmenée par d'anciens combattants ainsi que par Cindy Sheehan et Ralf Nader. Ce dernier a déclaré aux participants que Barack Obama avait poursuivi pour l'essentiel la politique de l'administration Bush. "Il a laissé Guantanamo ouvert, il a continué à utiliser la détention indéfinie", a-t-il lancé. "Seule vraie différence", "les discours d'Obama sont meilleurs".

D'autres étaient plus conciliants envers le chef de la Maison Blanche. "Président Obama, nous vous aimons" mais "vos mains se teignent de sang, arrêtez cela maintenant", pouvait-on lire sur une pancarte brandie par Shirley Allan, une manifestante venue de Silver Spring dans le Maryland.

A New York, un rassemblement similaire a attiré beaucoup moins de manifestants. Quelques dizaines de protestataires se sont rassemblés à Times Square, dépassés en nombre par les touristes désintéressés.

Des manifestations réunissant des centaines de personnes ont également eu lieu à Los Angeles et San Francisco.

---

## **USA. Vote historique de la réforme de la couverture santé aux Etats-Unis. (23.03)**

### **AP - 22.03**

Le syndicat représentant les pilotes de la Lufthansa appelle à une grève de quatre jours à la mi-avril, aucun accord n'ayant été trouvé dans les négociations sur les salaires et la sécurité de l'emploi.

Le syndicat Vereinigung Cockpit (VC) a annoncé lundi que la grève était prévue du 13 au 16 avril. Selon le syndicat, les discussions avec la direction de la plus grosse compagnie aérienne allemande "sont restées sans résultat".

Il a précisé qu'il reportait le début de la grève à la mi-avril pour éviter les perturbations pendant les vacances de Pâques et donner à la direction de la Lufthansa "du temps pour revoir sa position".

Les pilotes avaient déjà voté une grève de quatre jours en février. Elle avait été écourtée suite à un accord conclu avec la direction pour reprendre les négociations.

La direction de la compagnie aérienne a affirmé que sa dernière offre au syndicat, datant du 25 février, répondait aux préoccupations de Cockpit en matière de sécurité de l'emploi. La direction a fait une offre qui "est appropriée à la situation de la compagnie et à l'environnement économique", a déclaré Roland Busch, responsable des négociations pour la compagnie.

Il a ajouté que la Lufthansa devait s'assurer qu'elle avait "des structures compétitives" et éviter les augmentations de coûts quelles que soient les circonstances.

---

## **Allemagne. Lufthansa : le syndicat des pilotes appelle à une grève de quatre jours mi-avril. (23.03)**

### **AP - 22.03**

Barack Obama a remporté une victoire historique, réussissant là où plusieurs présidents américains avaient échoué. La Chambre des représentants a approuvé dimanche soir la réforme de la couverture santé, permettant à plus de 32 millions d'Américains qui n'en possédaient pas de bénéficier d'une assurance-maladie désormais quasi universelle dans ce pays.

Réforme-phare du mandat du président démocrate, le texte a été adopté par 219 voix pour, 212 contre. Les élus républicains ont tous voté

contre le texte, qui devrait être signé dès mardi par le président. D'après le porte-parole Robert Gibbs, une cérémonie est prévue à la Maison Blanche. Le président invite tous les parlementaires qui ont soutenu le texte ainsi que des Américains ayant vécu des épreuves illustrant la nécessité d'une réforme de la santé.

"Nous avons prouvé que nous sommes encore un peuple capable de réaliser de grandes choses", s'est félicité le président Obama à la télévision, peu après le vote. "Nous avons démontré que ce gouvernement, le gouvernement du peuple et par le peuple, travaille toujours pour le peuple". "Je veux remercier chaque membre du Congrès qui s'est élevé ce soir avec courage et conviction pour faire de la réforme du système de santé une réalité", a-t-il ajouté. "Je sais que ce n'était pas un vote facile pour beaucoup. Mais c'était le bon vote."

Le président a suivi le vote aux côtés du vice-président Joe Biden et d'une quarantaine de membres de son équipe depuis la Maison Blanche. A l'annonce du 216e vote, déterminant pour l'adoption de la réforme, l'assemblée a applaudi.

Vouée à l'échec en janvier dernier, cette réforme a pu passer notamment grâce au ralliement de la frange démocrate hostile au projet, à laquelle Barack Obama a assuré que le texte législatif ne permettrait pas l'utilisation de fonds fédéraux pour financer les avortements.

Fruit d'une bataille politique de plus d'une année, la réforme offre une couverture maladie à près de 32 millions d'Américains qui en étaient dépourvus. L'enveloppe budgétaire prévoit une hausse des impôts de 400 milliards de dollars (296 milliards d'euros) sur une décennie.

La plupart des Américains seront désormais obligés de s'assurer, ou soumis à des pénalités. Une somme est prévue pour aider les familles gagnant moins de 88.000 dollars annuels (65.000 euros) à payer leurs cotisations à la couverture santé.

Les compagnies d'assurance ne pourront plus imposer des conditions à leurs clients ou exclure les personnes déjà malades, et les parents pourront protéger leurs enfants jusqu'à 26 ans.

Quelques minutes avant le vote historique, la présidente de la Chambre des Représentants, à majorité démocrate, Nancy Pelosi avait estimé qu'une vaste transformation du système honorerait la tradition nationale. La chef de file démocrate a piloté le passage de la réforme et salué "l'engagement sans concessions" du président Obama en faveur de cette avancée sociale.

Les élus démocrates l'ont ovationnée alors qu'elle leur demandait "de faire l'histoire et d'apporter le progrès au peuple américain". Elle a rappelé que cette réforme était l'oeuvre de toute une vie du sénateur Ted Kennedy, récemment disparu.

Pour Patrick Kennedy, le fils du sénateur du Massachusetts, "la couverture santé n'est pas seulement un droit humain, c'est une question morale".

"Nous rejoignons ceux qui ont établi la Sécurité sociale et Medicare, et maintenant, cette nuit, la couverture santé pour tous les Américains", s'est réjouie Nancy Pelosi, faisant référence à la couverture santé des retraités adoptée en 1965, sous l'impulsion de Lyndon Johnson.

Selon Jim Clyburn, le plus influent représentant noir à la Chambre, "c'est l'acte sur les droits civiques du XXIe siècle".

Si les Républicains ont reconnu que ce texte bénéficierait à tous les Américains, il représente un effort budgétaire de 940 milliards de dollars (696 milliards d'euros) sur les dix prochaines années.

"Nous n'avons pas su écouter les Américains" a déploré le président des Républicains à la Chambre des Représentants, John Boehner. A l'extérieur, des opposants à la réforme ont manifesté leur désaccord devant le Capitole.

Des Etats prévoient par ailleurs d'attaquer en justice les autorités fédérales sur la constitutionnalité de la législation. D'après des responsables, au moins dix Etats sont convenus d'intenter une action en justice pour contester la réforme, au motif qu'elle viole la souveraineté des Etats en obligeant les Américains à avoir une assurance santé.

---

## **La pollution de l'eau, première cause de décès au monde, selon l'ONU. (23.03)**

### **AP - 22.03**

La pollution de l'eau fait chaque année davantage de victimes dans le monde que toutes les formes de violence réunies, y compris les guerres, ont révélé lundi les Nations unies dans un rapport rendu public à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau.

Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), environ deux milliards de tonnes d'eaux polluées -composées d'eaux usées et d'eaux contaminées par les déchets industriels et les pesticides- sont déversées chaque jour dans le monde. Elles contribuent à la propagation des maladies et à la destruction des écosystèmes.



"Si nous ne sommes pas capables de gérer nos déchets, cela signifie que davantage de personnes mourront de maladies véhiculées par l'eau", a estimé Achim Steiner, le directeur du PNUE.

Ce rapport souligne que 3,7% des décès dans le monde sont attribués à des maladies liées à la pollution de l'eau. Plus de la moitié des lits d'hôpitaux sont occupés par des personnes souffrant de ces maladies.

Une meilleure gestion des eaux usées en Europe a permis des améliorations environnementales significatives, note le PNUE. Toutefois, les zones mortes dans les océans, dépourvues d'oxygène du fait de la pollution, sont de plus en plus nombreuses.

"Pour que le monde se porte bien, sans parler de la nécessité de survivre sur une planète qui passera de six millions d'habitants à neuf millions en 2050, nous devons devenir collectivement plus malins et plus intelligents sur la façon dont nous gérons nos déchets, y compris les eaux polluées", a conclu M. Steiner.

Le rapport révèle également que trois litres d'eau sont nécessaires pour produire un litre d'eau en bouteille et que la mise en bouteille d'eau nécessite, ne serait-ce qu'aux Etats-Unis, 17 millions de barils de pétrole chaque année.

---

### **Islande. Grève interdite chez Icelandair. (24.03)**

**AFP - 23.03**

Près de 200 mécaniciens de la compagnie islandaise Icelandair ont été contraints de reprendre le travail mardi après avoir vu leur mouvement de grève interrompu par une décision du Parlement leur interdisant de cesser le travail jusqu'à la fin de l'année.

"C'est absolument horrible et effrayant qu'une telle chose puisse avoir lieu dans un pays démocratique", s'est indigné Gudjon Valdimarsson, responsable du Syndicat des mécaniciens aériens islandais.

---

### **Tap Portugal : les pilotes en grève du 26 au 31 mars 2010. (25.03)**

**<http://www.tourmagazine.fr/> - 24.03**

Le syndicat portugais des pilotes de l'aviation civile (SPAC) a décidé d'appeler les pilotes de la compagnie aérienne TAP Portugal à faire une grève de six jours, du 26 au 31 mars.

---

### **Italie. Fiat supprimerait 5 000 emplois en Italie, le titre grimpe. (25.03)**

**Lemond.fr et Reuters - 24.03**

Fiat devrait supprimer 5 000 postes en Italie, plus que prévu, et pourrait scinder plus rapidement sa branche automobile, écrit mercredi le journal La Repubblica, ce qui fait grimper le titre à la Bourse de Milan. Le plan social, qui devrait être annoncé le 21 avril lors de la présentation du plan stratégique 2010-2014 du groupe automobile, toucherait trois usines en Italie et menacerait 15 % des 30 000 employés aux chaînes de montage dans le pays. Ainsi, en Sicile, 1 500 emplois devraient être supprimés sur le site de Termini Imerese, qui doit fermer le 31 décembre, et 500 autres postes devraient être détruits sur le site de Cassino.

Mais, selon des sources syndicales citées par le journal, de 2 000 à 2 500 salariés de l'usine Mirafiori, à Turin, et 500 salariés de l'usine Pomigliano seraient aussi menacés. Au total, Fiat emploie un peu plus de 80 000 personnes en Italie et 190 000 dans le monde. Après la diffusion de ces informations, l'action Fiat a grimpé à un plus haut de deux mois à la Bourse de Milan. Elle gagnait encore 2,6 % à 9,65 euros en fin de matinée. Selon deux analystes, le titre bénéficie également d'une autre information de La Repubblica, selon laquelle la scission attendue de longue date de la branche automobile de Fiat ait lieu plus rapidement que prévu, dès cet été.

---

### **GB: grève des cheminots de Network Rail du 6 au 9 avril. (26.03)**

**AP - 25.03**

Les leaders syndicaux de la société Network Rail ont annoncé jeudi que les travailleurs du rail conduiront une grève de quatre jours du 6 au 9 avril, ce qui serait la plus longue grève dans le domaine ferroviaire depuis 16 ans en Grande-Bretagne. Lire la suite l'article

Le secrétaire général de la "Rail Maritime and transport union" Bob Crow a expliqué que les syndicats protestent contre les mesures d'économie proposées par Network Rail qui risquent selon eux de menacer la sécurité du rail en Grande-Bretagne et de supprimer des postes.

La direction de Network Rail a confié que, même si elle tenterait de faire fonctionner le plus de trains possibles, la grève aura un "impact sévère" sur son trafic ferroviaire.

---

## **Le Portugal prévoit une cure d'austérité et un vaste plan de privatisations. (27.03)**

### **Le Monde - 26.03**

Le plan de rigueur que le gouvernement portugais s'apprête à adresser à Bruxelles sera-t-il de nature à rassurer la Commission européenne, et surtout les marchés financiers, inquiets de voir la crise de confiance se propager de la Grèce au Portugal ?

Bien que rien ne l'y obligeait, le chef du gouvernement socialiste, José Socrates, a tenu à faire adopter par le Parlement, jeudi 25 mars, une "motion de soutien" à son "programme de stabilité et de croissance" (PEC) dont les grandes lignes avaient été dévoilées les 8 et 15 mars.

Le Parti socialiste, qui gouverne sans majorité absolue depuis septembre 2009, considérait cette motion comme "essentielle" pour donner de la crédibilité à la politique qu'il compte mener afin de réduire le déficit public de 9,3 % du produit intérieur brut (PIB) l'an dernier à 2,8 % du PIB en 2013.

Le ministre des finances, Fernando Teixeira dos Santos, souhaitait "un soutien sans équivoque." Il n'aura finalement obtenu qu'un soutien minimal, grâce à l'abstention "au nom de l'intérêt national" du Parti social-démocrate (PSD, centre droit), le principal parti d'opposition.

Membre du PSD, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, de passage à Lisbonne à la mi-mars, avait qualifié le plan quadriennal de "crédible, ambitieux mais réalisable" et appelé à "un consensus national aussi large que possible (...) afin d'en renforcer la crédibilité".

Le reste de la droite portugaise a voté contre, en raison notamment des hausses d'impôts prévues pour les revenus les plus élevés et de la suppression de certains avantages fiscaux.

La cure d'austérité annoncée passe mal auprès des syndicats et des partis de gauche. Ces derniers rejettent en bloc un plan jugé "libéral" et annonciateur d'une "tragédie sociale". Afin de réduire la dépense publique, le PEC prévoit un gel des salaires des fonctionnaires pendant quatre ans ; le remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ; le plafonnement des aides sociales et la suppression de certaines mesures prises en 2009 pour l'emploi des jeunes et les chômeurs de longue durée. De grands investissements publics, comme la ligne de TGV devant relier Lisbonne à Porto, puis Vigo (Espagne), ont été ajournés.

Au chapitre des recettes nouvelles, le gouvernement a annoncé un vaste plan de privatisations qui devrait rapporter quelque 6 milliards d'euros, dont 1,2 milliard dès cette année. D'ici à 2013, l'Etat envisage de se désengager, totalement ou partiellement, de dix-huit entreprises des secteurs de l'énergie, des transports et des services. La BPN, une banque d'investissement nationalisée en urgence pendant la crise financière, devrait être l'une des premières à être privatisée.

Les analystes de la banque BPI ont jugé le plan "prudent et équilibré". Mais de nombreux observateurs doutent qu'un gouvernement instable comme celui de M. Socrates puisse mener à son terme une politique aussi rigoureuse. D'autant qu'un effort important a déjà été demandé aux Portugais entre 2005 et 2008 pour ramener le déficit public de 6,1 % du PIB à 2,7 %.

Tout en estimant, elle aussi, le plan portugais "globalement crédible", l'agence de notation Fitch a d'ailleurs abaissé, mercredi 24 mars, son évaluation de la dette à long terme du Portugal de AA à AA -. Fitch considère que "si le Portugal n'a pas été affecté outre mesure par la crise mondiale, les perspectives de reprise économique sont plus faibles que pour les autres membres de la zone euro, ce qui va peser sur ses finances publiques".

La décision de l'agence de notation a provoqué aussitôt une baisse des Bourses portugaise et espagnole, dénotant le scepticisme des marchés à l'égard des économies de la péninsule ibérique.

---

## **Vatican. Pédophilie : Ces scandales dont Benoît XVI n'a pas pu ignorer l'existence. (27.03)**

### **20minutes.fr - 26.03**

Alors que Benoît XVI a exprimé samedi dernier la «honte» et le «remord» de toute l'Eglise face au scandale de pédophilie dans le clergé

irlandais, le pape a été lui-même éclaboussé par des affaires ayant eu lieu en Allemagne et en Etats-Unis et dans lesquelles son silence est jugé coupable.

#### Le cas Hullermann

En 1980, le père Peter Hullermann est transféré dans le diocèse du cardinal Joseph Ratzinger, futur Benoît XVI, pour suivre une thérapie, après avoir fait l'objet de graves accusations de pédophilie à Essen. Mais le vicaire-général de l'époque, Gerhard Gruber, est venu à la rescousse du pape en indiquant assumer «l'entière responsabilité» de la réaffectation de Peter Hullermann en 1980 à des fonctions spirituelles (donc au possible contact des enfants).

Peter Hullerman a finalement été suspendu le 15 mars dernier de ses fonctions par l'archevêché de Munich pour avoir enfreint une interdiction de s'occuper de jeunes datant de 1986. Il était en effet sous le coup d'une condamnation depuis cette date pour sévices sexuels sur mineurs.

Malgré cela, le prêtre avait continué d'exercer des fonctions d'aumônier. Mais de nouvelles accusations du même type, datant de 1998, ont été révélées dans la foulée de sa suspension et transmises à la justice par l'archevêché de Munich.

Par ailleurs, le psychiatre de Peter Hullermann a également fait le choix de briser le secret médical en affirmant vendredi dernier que l'Eglise avait ignoré ses mises en garde pendant des années.

Le cas Murphy Prêtre de l'archidiocèse de Milwaukee (Wisconsin), enseignant dans une école pour les sourds, le père Lawrence C. Murphy aurait abusé sexuellement de plus de 200 enfants malentendants de 1950 à 1974.

Malgré de nombreuses plaintes et une enquête classé sans suites, ce n'est qu'en 1993 que l'archevêque de Milwaukee, Robert G. Weakland, engage «un travailleur social spécialisé dans les affaires de ce genre pour évaluer la conduite» du père Murphy, rapporte le New York Times qui a révélé l'affaire jeudi.

Le prêtre reconnaît alors les actes, tout en n'éprouvant aucun remord. Trois ans plus tard, l'archevêque de Milwaukee tente alors d'avertir le cardinal Joseph Ratzinger, alors préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, chargé d'instruire ce genre d'affaires, afin d'envisager des sanctions contre le père Murphy.

Le futur pape Benoît XVI ne répond pas à la première lettre. Un an plus tard, l'archevêque Weakland renvoie un courrier, au bureau du Vatican cette fois, présageant qu'un «véritable scandale éclaterait certainement».

Sauf que le père Murphy écrit à son tour au Vatican, demandant la clémence de l'Eglise. Il «était vieux, en mauvaise santé, vivait en réclusion et il n'y avait eu aucune information sur d'éventuels abus au cours des vingt dernières années», selon le porte-parole du Vatican, le père Federico Lombardi. Le père Murphy meurt en 1998, sans avoir jamais été sanctionné.

---

## **Thaïlande. Les Chemises rouges chassent l'armée de plusieurs quartiers de Bangkok. (28.03)**

### **AP - 27.03**

L'opposition thaïlandaise a crié victoire samedi après avoir réussi à obliger des soldats à se retirer de certains quartiers de Bangkok pour éviter l'affrontement.

Plus de 60.000 "Chemises rouges" fidèles à l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, chevauchant des motos ou entassés dans des camionnettes, ont provoqué des embouteillages dans la capitale. Le convoi s'est rendu au zoo, jusqu'à des temples bouddhistes et une demi-douzaine d'autres endroits où les soldats ont monté des camps temporaires.

L'un des chefs de file du mouvement, Nattawat Saikua, a promis que les manifestants prendraient le contrôle de "ces lieux où campent les soldats". "Nous couperons le fil barbelé, nous passerons les barrages, nous marcherons pour la démocratie", a-t-il lancé, "c'est là que nous mettrons fin à l'oppression militaire. C'est là que nous créerons la démocratie".

Les autorités ont déclaré que les soldats étaient partis pour éviter l'affrontement et se regrouperaient ailleurs.

Les manifestants exigent que le Premier ministre Abhisit Vejjajiva dissolve le Parlement et organise des élections anticipées, ce que le chef du gouvernement exclut. M. Abhisit dort et travaille sur une base militaire depuis le début du mouvement le 12 mars.

Si les manifestations sont restées pacifiques jusqu'ici, la tension était plus vive samedi soir. Le vice-Premier ministre, Suthep Thaugsuban, est intervenu à la télévision pour assurer que la situation était sous contrôle. "Il n'y aura pas de confrontation avec les manifestants et nous

tenterons de ne pas faire obstruction à leur mouvement", a-t-il dit.

## **L'Afghanistan, toujours rongé par la corruption et la pauvreté, selon un rapport. (31.03)**

### **AP - 30.03**

L'Afghanistan reste embourbé dans la pauvreté, la corruption et la violence en dépit des quelque 35 milliards de dollars d'aide (26 milliards d'euros) injectés dans le pays ravagé par la guerre entre 2002 et 2009, selon un rapport rendu public mardi par le Haut commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme.

Le document affirme que plus des deux tiers des Afghans vivent dans une pauvreté extrême, et ont perdu toute illusion quant à l'aptitude du gouvernement et de la communauté internationale à améliorer leur sort, en raison de leur incapacité à assurer leur sécurité ou à leur procurer des vivres et un abri.

"La corruption très répandue limite davantage l'accès aux services pour une large proportion de la population", souligne le rapport, accusant les responsables afghans de se soucier de leurs propres intérêts aux dépens du reste de la population.

Les femmes, les minorités ethniques et les personnes en situation d'invalidité souffrent des discriminations les plus importantes, ajoute le document de 26 pages, qui critique également la communauté internationale pour avoir trop mis l'accent sur la sécurité et s'être beaucoup moins investie en faveur du développement sur le long terme.

Plus de huit ans après le début de l'intervention militaire internationale qui a entraîné la chute des talibans, l'Afghanistan est le deuxième pays au monde à présenter le taux de mortalité maternelle le plus élevé, et le troisième en matière de mortalité infantile, selon le rapport.

"Seuls 23%" des habitants ont "accès à l'eau potable" et "seuls 24% de la population âgée de plus de 15 ans" savent "lire et écrire", précise le document.

Un porte-parole du bureau de l'ONU chargé de protéger les droits de l'Homme a déclaré que la communauté internationale avait échoué à répondre à ces problèmes en dépit des engagements pris en faveur du pays lors d'une conférence de 2001 à Bonn, en Allemagne.

Pour de nombreux Afghans, le seul moyen de survivre est de prendre les armes et de perpétuer le "cercle vicieux" de guerre et de pauvreté qui affecte le pays depuis des décennies, a déclaré Rupert Colville à des journalistes à Genève.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)